FN et UMP : électorats en fusion ?

LES ESSAIS

Jean Jaurès Fondation

FN et UMP : électorats en fusion ?

Jérôme Fourquet
Marie Gariazzo

Jean Jaurès
Fondation

FN et UMP : électorats en fusion ?

Jérôme Fourquet
Marie Gariazzo

Avertissement
La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

Jérôme Fourquet est directeur du département Opinion et stratégie d'entreprise de l'Ifop.

Marie Gariazzo est directrice des études qualitatives du département Opinion et stratégie d'entreprise de l'Ifop.

SOMMAIRE

Introduction 5

De multiples signes d'une droitisation de la base électorale et militante de l'UMP 9

Elections internes à l'UMP : la Droite forte s'impose face à des sensibilités traditionnelles en perte de vitesse 9
Un an après sa défaite, Nicolas Sarkozy toujours plébiscité pour 2017 32
Une moitié de l'électorat UMP favorable à des alliances locales avec le FN 36
Le peuple de droite vent debout contre la loi Taubira 45

Vers une convergence idéologique des électorats UMP et FN ? 59

Un changement de cadre sémantique impulsé par Nicolas Sarkozy en 2007 qui a permis à Marine Le Pen d'être audible en 2012 60
Une crainte du monde extérieur de plus en plus forte parmi les sympathisants UMP 68
Une proximité d'image entre la présidente du FN et le Nicolas Sarkozy de 2007 75
Malgré une frontière poreuse, des différences subsistent entre les deux électorats 81

Un électorat frontiste durablement échaudé par l'expérience sarkozyste 103
L'OPA de Nicolas Sarkozy sur l'électorat FN en 2007 103
Une désillusion très rapide… 109
… D'où une stratégie de surenchère qui ne produit pas les effets escomptés 112

Conclusion 117

Introduction

La récente mobilisation à droite contre le mariage pour tous, de par son ampleur et certains de ses symboles (le défilé du député Gilbert Collard aux côtés de plusieurs leaders de droite, de l'Union des démocrates indépendants à l'Union pour un mouvement populaire), a fortement relancé les débats autour d'un rapprochement idéologique entre les partis de droite, au premier rang desquels l'Union pour un mouvement populaire (UMP) et le Front national (FN). Julien Dray déclarait ainsi dans une interview du *Monde* datée du 1er juillet 2013 que « l'abolition des frontières entre droite(s) et extrême droite est le principal acquis de la Manif pour tous ». Dans le prolongement de ce mouvement, les jeux d'alliance liés à la perspective des prochaines élections municipales constituent un autre

indicateur que les observateurs scrutent avec beaucoup d'attention. Mais ce questionnement sur les signes d'une fusion des droites françaises n'est pas nouveau. Il intervient par intermittence dans le débat public depuis la campagne présidentielle de 2007 et les incursions marquées du candidat UMP sur les terres traditionnelles du FN. De la « droite décomplexée » de 2007 au discours sur les frontières d'avril 2012, lors de l'entre-deux-tours, Nicolas Sarkozy a fortement participé à la radicalisation de son parti et à la droitisation de l'UMP, dont la récente victoire de la Droite forte aux élections internes du parti constitue un des éléments les plus emblématiques. De son côté, depuis son accession à la présidence du Front national, Marine Le Pen opte par tous les moyens pour une stratégie de dédiabolisation de son parti, afin de s'inscrire durablement et de façon plus crédible dans le paysage politique et institutionnel. Ces mouvements contraires invitent alors naturellement à penser que l'on assiste à une forme de convergence et d'homogénéisation entre les deux électorats, favorisée voire accélérée par l'arrivée de la gauche au pouvoir. Mais qu'en est-il vraiment ? Au-delà des

stratégies électorales et des discours des personnalités politiques, les sympathisants UMP et FN se construisent-ils réellement sur les mêmes valeurs, les mêmes logiques et le même rapport au monde ? La digue entre les deux électorats est-elle totalement rompue ?

Revenir sur ce qui s'est joué entre 2007 et 2012 entre l'UMP et le FN et autour de Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen nous paraît essentiel pour comprendre la nature réelle des mouvements entre les deux électorats, la grande porosité qui existe entre eux et les raisons qui prévalent dans les glissements et les évolutions observés. Si le virage à droite impulsé par Nicolas Sarkozy sur les questions régaliennes (sécurité, immigration) lui a permis de capter une large partie de l'électorat frontiste en 2007, la « revanche » qui s'est jouée pour la candidate frontiste au premier tour de l'élection présidentielle de 2012 ne s'est pas faite uniquement sur ces thématiques. D'autres points de passage entre les deux camps sont apparus, touchant à des champs plus larges (dénonciation de l'assistanat, rapport à l'Etat, demande de protection face à la mondialisation, etc.) qui,

bien au-delà de la droite, questionnent l'ensemble de la classe politique. Ainsi, pour mesurer si l'on peut parler de fusion, de contiguïté ou de radicalisation parallèle des deux électorats, nous nous interrogerons d'abord sur les multiples signes de la droitisation de la base de l'UMP, puis nous mesurerons les évolutions repérées au FN et à l'UMP sur tout un ensemble de problématiques et nous reviendrons pour finir sur le rapport de l'électorat FN au sarkozysme.

De multiples signes d'une droitisation de la base électorale et militante de l'UMP

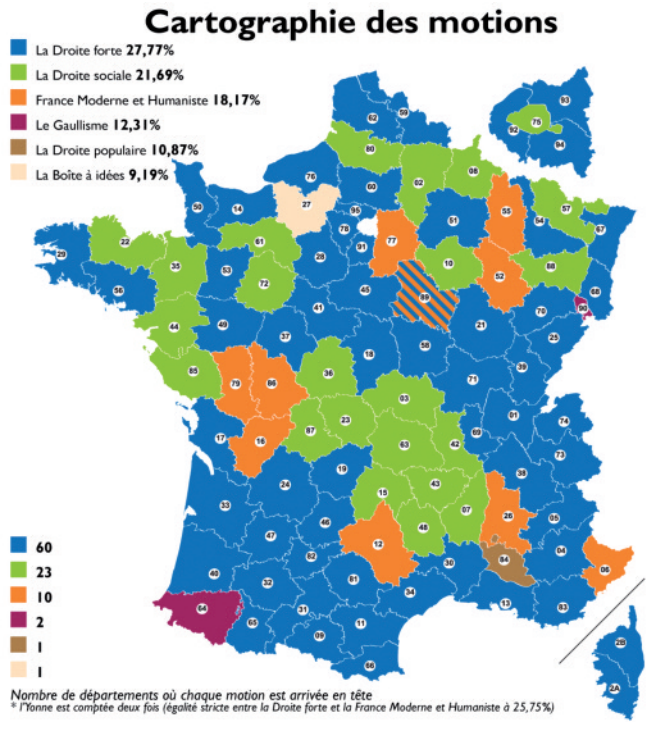
Elections internes à l'UMP : la Droite forte s'impose face à des sensibilités traditionnelles en perte de vitesse

La confrontation de Jean-François Copé et de François Fillon lors des élections internes à l'UMP a souvent été présentée comme une opposition entre l'aile droite du parti, qui aurait été rassemblée derrière le député-maire de Meaux, et une ligne plus modérée, qui aurait soutenu l'ancien Premier ministre. Une rapide analyse des appuis des deux protagonistes montre que la réalité est comme souvent un peu plus compliquée. Ainsi par exemple, le très droitier Eric Ciotti soutenait François Fillon quand Jean-François Copé avait vu se rallier à lui de nombreuses figures centristes (Marc-Philippe Daubresse, Jean-Pierre Raffarin, Luc Chatel…).

Le vote des motions constitue en revanche, selon nous, un bon révélateur des mouvements à l'œuvre dans le cœur militant de l'UMP. D'une part, avec un taux de participation de près de 52 %, il semble que les adhérents aient voulu participer à ce scrutin (168 833 votants) et prendre leur part dans l'orientation idéologique de leur parti. D'autre part, avec pas moins de six motions aux discours assez identifiés, cette élection a offert aux militants l'opportunité d'exprimer un choix assez clair.

La carte suivante, réalisée en partenariat avec *La Lettre de l'opinion*[1], présente les vainqueurs de chacune des six motions qui se sont présentées aux suffrages des adhérents dans les départements métropolitains.

1. Comme c'est également le cas de toutes les cartes figurant dans les pages suivantes.



Seule une motion, la Boîte à idées, ne dépasse pas les 10 % requis pour être un mouvement officiel au sein de l'UMP. Cette initiative militante pourtant soutenue par de nombreux ténors de l'UMP (Alain Juppé, Bruno Le Maire, Nathalie Kosciusko-Morizet, Edouard Balladur, Benoist Apparu et Chantal Jouanno avant qu'elle ne quitte l'UMP pour l'Union des démocrates indépendants, UDI) n'obtient que 9,2 % des voix.

Le décryptage et l'analyse des résultats des cinq autres motions, réalisés à partir d'une cartographie effectuée par *La Lettre de l'opinion*, sont riches d'enseignements et montrent notamment un effacement des vieilles cultures politiques de la droite (gaullisme, libéralisme…) et un déplacement vers la droite du centre de gravité idéologique de la base militante du parti.

La Droite forte : la grande gagnante du scrutin

Avec 27,8 % des voix, la Droite forte arrive en tête dans 60 départements en métropole. Plus que les autres motions, elle bénéficie d'un véritable équilibre territorial puisqu'elle

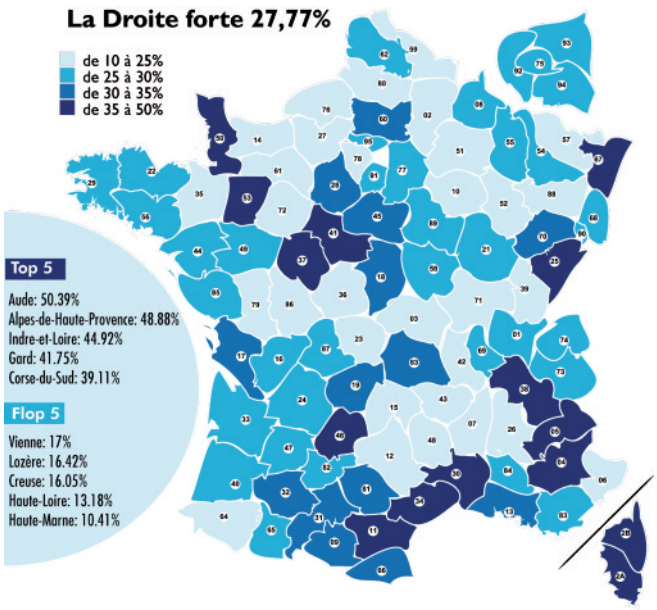
est en tête dans 37 départements qui ont choisi Jean-François Copé et 23 qui ont préféré François Fillon. Portée par trois jeunes secrétaires nationaux de l'UMP, non parlementaires, revendiquant haut et fort leur sarkozysme, cette motion a rencontré un vaste écho auprès d'une base militante encore très largement attachée à Nicolas Sarkozy.

Pour pallier leur déficit d'implantation et le peu de soutiens parmi les barons locaux, les leaders de cette motion ont su combiner une forte visibilité médiatique (alimentée par la mise en avant de propositions chocs et polémiques très marquées à droite : quotas de journalistes de droite dans le service public, interdiction des grèves pour les enseignants…) avec une vraie campagne de terrain scandée par de très nombreux déplacements et réunions publiques partout en France.[2] Cette stratégie et le fait de s'être présentés comme les gardiens fidèles du sarkozysme (le choix du titre de la motion renvoyant au slogan de la campagne

2. *Cf.* Marika Mathieu, *La Droite forte, année zéro. Enquête sur les courants d'une droite sans chef*, Paris, Editions La Martinière, mai 2013.

présidentielle) ont été payants, en particulier dans les fédérations qui n'étaient pas « tenues » par une personnalité ou une figure nationale. L'observation de la carte des motions arrivées en tête est, de ce point de vue, assez instructive. Elle fait en effet apparaître que la Droite forte s'est imposée dans une grande majorité des départements et que la plupart des fédérations où elle n'a pas dominé correspond aux fiefs des leaders des autres motions ou de leurs principaux soutiens. C'est le cas, par exemple, pour trois des quatre départements de Poitou-Charentes acquis à Jean-Pierre Raffarin, de la Haute-Marne de Luc Chatel, de la Meuse de Gérard Longuet, de l'Aveyron d'Yves Censi ou bien encore de la Drôme d'Hervé Mariton, autant de fédérations ayant placé la motion la France moderne et humaniste en tête, motion parrainée et emmenée par ces personnalités. On retrouve le même phénomène dans les départements auvergnats, où la Droite sociale de Laurent Wauquiez l'a emporté, mais également dans le Vaucluse, bastion de la Droite populaire, ou dans les Pyrénées-Atlantiques et dans le Territoire de Belfort, où les assises respectives de Michèle Alliot-Marie et de Damien Meslot

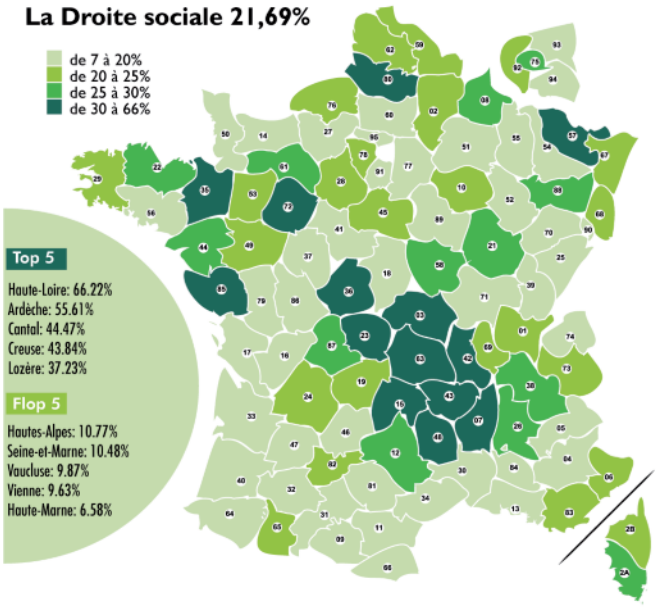
ont permis à la motion gaulliste d'y virer en tête. A l'inverse, dans la grande majorité des autres départements, l'équation et l'assise personnelles des dirigeants locaux n'ont pas été suffisamment puissantes pour contrer le phénomène Droite forte. Ce dernier s'est ainsi imposé dans un grand nombre de départements, en s'adressant à des militants restés profondément sarkozystes et en jouant la carte de la base contre les notables.



La Droite sociale se classe en deuxième position

La motion portée par Laurent Wauquiez arrive deuxième. Son succès est plus localisé, comme l'illustre la carte page suivante qui révèle l'influence du député-maire du Puy-en-Velay autour de son fief de Haute-Loire. Ainsi, la Droite sociale est en tête dans les trois autres départements auvergnats – l'Allier, le Puy-de-Dôme, le Cantal – et même dans un cercle plus élargi : Haute-Vienne, Creuse, Indre, Loire, Ardèche et Lozère.

Dans l'Ouest traditionnellement favorable à la démocratie chrétienne, la Droite sociale est en tête, que ce soit en Ille-et-Vilaine, en Loire-Atlantique ou en Vendée. Enfin, elle a pu compter sur Paris (28,6 %), où elle est arrivée deux points devant la Droite forte dans la plus grosse fédération de France en nombre d'adhérents. Cette motion est également en tête dans quelques départements de l'Est, comme chez François Baroin dans l'Aube, dans les Vosges ou les Ardennes. Au-delà, la Droite sociale peine à s'implanter véritablement dans un grand quart sud-ouest comme dans



le sud-est de la France, où ses résultats contrastent avec les scores élevés obtenus dans le Massif central.

Au total, si l'influence régionale de Laurent Wauquiez concourt puissamment à structurer la géographie électorale de cette motion, l'assise de la Droite sociale renvoie, avec certes des exceptions et des imperfections, peu ou prou à la carte de la France proeuropéenne. Les référendums de Maastricht et de 2005 avaient donné à voir une géographie très particulière opposant les espaces eurosceptiques aux territoires plus ouverts et favorables à la construction européenne. Parmi ceux-ci se distinguaient les régions catholiques : Bretagne, Pays de la Loire, sud et est du Massif central, toute une partie de Rhône-Alpes et l'Alsace-Moselle. A ces régions s'ajoutait Paris. On constate que bon nombre de ces départements figurent parmi les principales zones de force de la motion de la Droite sociale, qui a donc puisé une bonne partie de ses forces dans cette matrice « catho-proeuropéenne » dont Laurent Wauquiez est lui-même issu. Signe supplémentaire d'une droitisation de l'UMP (ou du poids des réseaux et du facteur humain

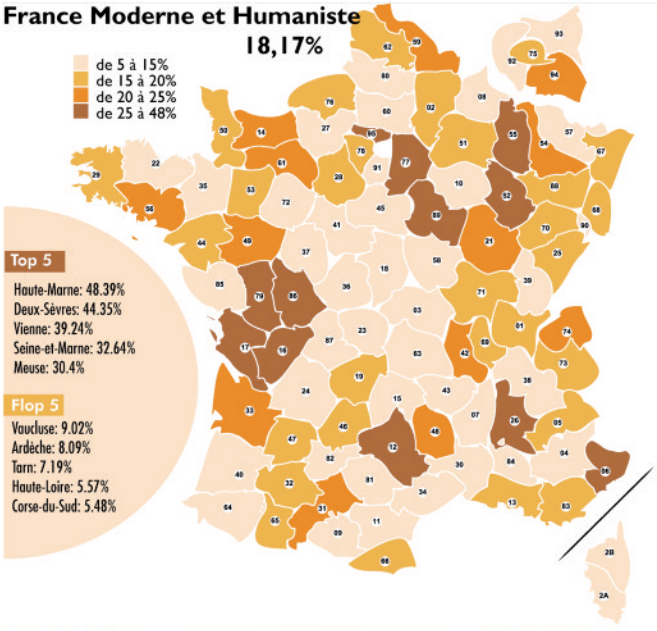
dans ces élections internes[3] ?), il est intéressant de constater qu'en votant pour cette motion, ces départements marqués par l'influence de la démocratie chrétienne ont validé le discours, par certains aspects très dur et très à droite (notamment dans la dénonciation de l'assistanat), porté par Laurent Wauquiez.

La contre-performance de la France moderne et humaniste

Représentant une véritable composante idéologique fondatrice de l'UMP en 2002, la motion emmenée par l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, le radical Jean Leonetti et l'ancien UDF Marc-Philippe Daubresse termine sa campagne par un score (18,2 %) décevant pour ses

3. Cette forte capacité de rayonnement de Laurent Wauquiez dans les départements voisins de son fief n'est pas sans rappeler un phénomène similaire observé lors des primaires du PS, où François Hollande et Arnaud Montebourg avaient, eux aussi, bénéficié d'une prime dans les départements situés à proximité de leurs bastions respectifs. Tout se passe donc comme si le *friends and neighbors effect* (effet d'amitié locale) fonctionnait encore davantage lors d'élections internes. La propension à voter, par-delà les considérations idéologiques, pour un candidat du cru ou implanté dans la région est amplifiée dans ce type d'élection où le corps électoral est plus réduit, où la proximité du candidat avec ses électeurs potentiels (qui sont des militants de son département ou des départements voisins) est plus étroite et où les divergences idéologiques sont moins prononcées que dans une élection nationale, ce qui rend plus aisé le fait de choisir de voter pour le candidat local.

tenants, qui pouvaient prétendre à mieux. Fusion des initiatives de Jean-Pierre Raffarin et de Luc Chatel (les libéraux), cette motion avait le soutien de 104 parlementaires et aurait logiquement dû profiter de son maillage d'élus répartis sur le territoire national. C'est certes le cas pour la Haute-Marne, avec Luc Chatel, député-maire de Chaumont. Dans ce département, la France moderne et humaniste obtient son meilleur score avec 48,4 % des suffrages. C'est le cas aussi pour le département de Jean-Pierre Raffarin, la Vienne, troisième meilleur département pour sa motion. L'influence de l'ancien Premier ministre se retrouve plus largement dans toute la région Poitou-Charentes, que ce soit dans les Deux-Sèvres (motion en tête et deuxième meilleur score au niveau national avec 44,4 %), en Charente ou en Charente-Maritime chez Dominique Bussereau. C'est aussi le cas pour la Drôme avec le cosignataire Hervé Mariton qui place sa motion en tête, ainsi que pour les Alpes-Maritimes avec Jean Leonetti.

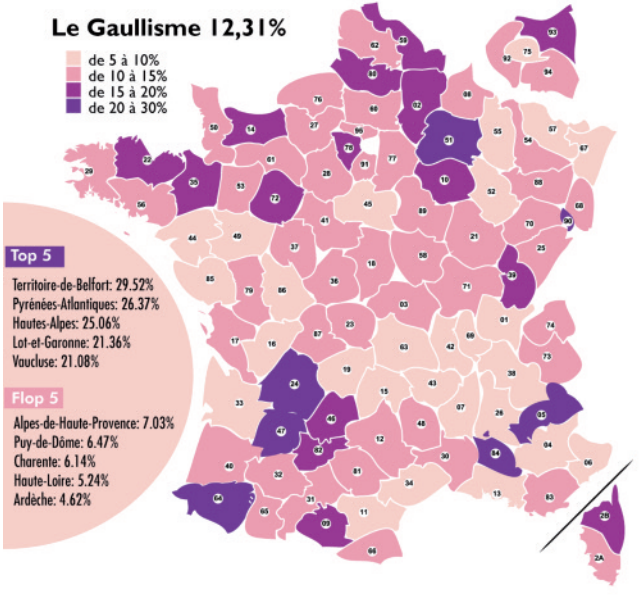


Si, comme on l'a vu, le vote en faveur de la Droite sociale s'est assez bien inscrit dans la géographie de la démocratie chrétienne et du courant proeuropéen, ce n'est pas du tout le cas du vote pour la motion la France moderne et humaniste, qui se revendiquait pourtant explicitement de cet héritage et de cette tradition. La cartographie de cette motion ne renvoie à aucune carte connue. Elle agrège sans grande cohérence des zones de traditions politiques très contrastées et de cultures très variées. Cette géographie semble avant tout construite par la juxtaposition des fiefs locaux plus ou moins étendus de ses nombreux soutiens et parrains. Ce côté patchwork illustre la dislocation ou l'affaiblissement de l'assise sociale et géographique du courant humaniste et libéral à la base du parti, et plus globalement dans l'électorat.

Un gaullisme dévitalisé

Laurent de Boissieu, journaliste politique à *La Croix*, analyse dans son blog qu'« en 2002, à sa création, la base militante de l'UMP était essentiellement issue du RPR. Dix ans après, le score de la motion "Gaullistes en mouve-

ment" (12,3 %) constitue donc un échec au regard des personnalités qui la soutenaient, en particulier Michèle Alliot-Marie, ultime présidente du RPR, et les anciens présidents de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, et du Sénat, Gérard Larcher. Dans 27 fédérations, dont celle de la Corrèze (9,8 %) de Jacques Chirac, les "gaullistes de l'UMP" ne dépassent pas le seuil des 10 % des suffrages exprimés. En métropole, la motion n'est en tête que dans deux fédérations : le Territoire de Belfort (29,5 %), où elle est soutenue par le député Damien Meslot, et bien entendu les Pyrénées-Atlantiques (26,4 %), terre d'élection de Michèle Alliot-Marie ». Les gaullistes réalisent également un bon score dans le département droitier du Vaucluse (21,1 %) grâce au parrainage du nouveau député Julien Aubert et dans les Hautes-Alpes (25,1 %) alors que le département voisin des Alpes-de-Haute-Provence n'offre que 7 % à cette motion... On trouve d'autres scores honorables en Dordogne (deuxième avec 20,6 %) ou encore dans le Lot-et-Garonne, avec 21,4 %. Dans la Marne, avec le soutien de la députée Catherine Vautrin signataire de ce texte, les gaullistes réalisent 20,8 % des suffrages.



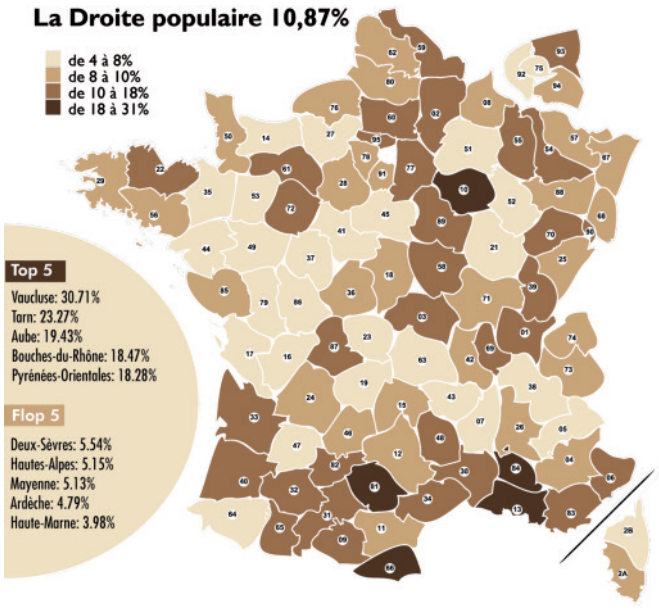
Au total, on le voit, le vote en faveur de cette motion a également été très fortement structuré par l'implantation de ses principaux soutiens. Et la carte ainsi dessinée n'a plus grand-chose à voir avec la géographie historique du courant gaulliste. Si on la compare avec la carte du vote en faveur du Général au premier tour de l'élection présidentielle de 1965, il manque à l'appel, par exemple, à l'ouest les très gaullistes départements de la Manche, du Morbihan ou de la Vendée et à l'est les fiefs du Bas-Rhin, de la Moselle, de la Meuse ou bien encore de la Haute-Marne (où est située la commune de Colombey-les-Deux-Eglises). A l'inverse, bon nombre de départements du Sud-Ouest (comme le Lot-et-Garonne, le Tarn-et-Garonne, la Dordogne ou bien encore l'Ariège) et du Sud-Est (le Vaucluse), qui apparaissent aujourd'hui comme les fédérations les plus favorables à cette motion, sont historiquement des terres de mission pour le courant gaulliste et avaient très peu voté pour le Général de Gaulle en 1965.

Le score relativement faible de cette motion et la non-concordance de son implantation avec la géographie

historique du gaullisme renseignent bien sur la perte d'influence de ce courant de pensée auprès des adhérents de ce parti pour qui le gaullisme, plus de quarante ans après la disparition du Général, n'est apparemment plus la référence.

La Droite populaire victime de l'OPA de la Droite forte

La motion portée par Thierry Mariani ferme la marche des motions qui franchissent les 10 %, seuil plancher pour qu'elle puisse être considérée statutairement comme un mouvement interne à l'UMP. Le collectif, qui comptait 42 députés lors de sa création par Thierry Mariani et Lionnel Luca en juin 2010, n'a été parrainé que par 18 parlementaires en octobre 2012. Dans les faits, si la motion n'a pas bénéficié du succès auquel on pouvait s'attendre, c'est d'abord à cause du décrochage de son propre électorat concentré dans le sud-est de la France. Ainsi, la Droite populaire ne se distingue en se plaçant en tête que dans le département du Vaucluse (30,7 %), ancien fief de Thierry Mariani.



Mais sur le reste du pourtour méditerranéen, cette motion n'a pas réussi de réelle percée du fait de l'efficace concurrence de la Droite forte. Les 18,5 % recueillis dans les Bouches-du-Rhône ou les 18,3 % dans les Pyrénées-Orientales ne sont que de maigres trophées qui cachent les lourdes déceptions cévenoles, gardoises (11,7 % en Lozère, 17 % dans le Gard), maralpines (15,9 %) ou encore varoises (13,4 %). Dans le quart nord-ouest de la France, historiquement plus réfractaire à toute sensibilité droitière et où elle n'a guère fait campagne, la Droite populaire n'est pas parvenue à décoller en Mayenne (5,1 %), Loir-et-Cher (6 %), Ille-et-Vilaine (6,1 %) ou en Indre-et-Loire (6,7 %).

Côté succès, on peut citer le Tarn de Bernard Carayon (26,3 %) traditionnellement très « droitier », qui place sa motion en deuxième position, derrière la Droite forte (avec près de 34 %). Autres éléments de satisfaction, l'Aube, où est implanté un de ses députés, Nicolas Dhuicq, avec près de 20 % ou d'une manière plus large la France de l'Est (du Nord à l'Allier où la Droite populaire dépasse le seuil des 10 %). Dans la France du sud-ouest, en revanche, les gaullistes barrent la route à la Droite populaire.

Au terme de ce tour d'horizon des résultats des différentes motions sur le territoire se dégagent les conclusions suivantes :

– Le premier enseignement est l'effacement assez manifeste de la géographie et de l'audience des anciennes familles de la droite. La fusion entre l'aile libérale et les humanistes qui ont décidé de se présenter sous une même bannière, celle de la France moderne et humaniste, n'a pas pour autant permis de s'imposer dans toutes les zones occupées jadis par l'UDF et Démocratie libérale, dont bon nombre des transfuges de 2002 ont pourtant contribué à la constitution de l'UMP et se sont regroupés dans cette motion. De la même façon, la motion gaulliste réalise un résultat très moyen. Si l'on ajoute le score de cette motion à celui de la famille centriste et libérale, on obtient moins d'un tiers des adhérents, alors que ces deux motions regroupaient pourtant dans leurs composantes les anciens du RPR, de Démocratie libérale et certains UDF.
– Second enseignement : les adhérents sont libérés du poids des élus dans de nombreux départements. Si, comme on l'a vu, le rôle prescripteur des notables locaux

et nationaux fonctionne encore dans certains départements (et constitue dans de nombreux cas un élément de structuration de la géographie des votes des différentes motions), le nombre de fédérations « tenues » par un grand élu est très minoritaire, ce qui donne bien souvent à la cartographie de plusieurs motions un aspect très décousu et disparate. Dans les très nombreux interstices laissés vacants par l'absence de *leadership* local, la Droite forte s'est engouffrée telle une vague et a raflé la mise en surfant sur le fort attachement au sarkozysme de la base militante. Ce constat, tiré de l'analyse cartographique, du pouvoir de prescription relativement faible de bon nombre de barons locaux est confirmé par Laurent de Boissieu. Ce dernier constate, dans une note publiée sur son site, un fort décalage entre le score des motions et le nombre de parlementaires qui les soutenaient. Il souligne ainsi que « la motion la plus à gauche (France moderne et humaniste) a rassemblé 39 % des parrainages de parlementaires mais n'a obtenu que 18 % des voix. Symétriquement, la Droite forte a récolté 28 % des voix mais n'a totalisé que 8 % des parrainages de parlementaires ».

– Troisième enseignement et non des moindres : un tropisme droitier affecte la base militante de l'UMP (dont le centre de gravité est nettement plus à droite que celui des cadres et des élus). Si l'on additionne en effet schématiquement les « droitiers » (Droite forte et Droite populaire), l'on arrive à un total de 38,6 %, auxquels on pourrait ajouter une partie des voix de la Droite sociale, au discours très dur sur certaines thématiques.

Un an après sa défaite, Nicolas Sarkozy toujours plébiscité pour 2017

La victoire de la Droite forte s'explique certes par le dynamisme de ses jeunes leaders, mais aussi et surtout par le fait que ce courant a délibérément choisi de s'afficher comme *la* motion sarkozyste, défendant pleinement le bilan du quinquennat et réclamant le retour du « chef naturel » de la famille pour 2017. Ce faisant, elle a su jouer sur l'attachement profond à Nicolas Sarkozy qui continue d'exister dans une très large partie de la base

militante[4]. Ayant lui aussi constaté très tôt la puissance de ce phénomène, Jean-François Copé a décidé de s'afficher dans la fidélité à Nicolas Sarkozy face à un François Fillon en voie d'émancipation. Ce positionnement est assez cocasse de la part de l'ancien président du groupe UMP à l'Assemblée nationale qui, entre 2007 et 2012, n'a eu de cesse de cultiver son indépendance et sa liberté de parole face au pouvoir présidentiel, allant jusqu'à théoriser la « coproduction législative ».

Cet attachement à Nicolas Sarkozy n'existe pas uniquement parmi les militants, il se retrouve également parmi les sympathisants. Un an après sa défaite, en dépit des affaires régulièrement évoquées par la presse, Nicolas Sarkozy continue de surclasser très nettement toutes les personnalités de droite dans l'optique de la prochaine élection présidentielle. 58 % des sympathisants UMP souhaitent en effet qu'il soit leur candidat à cette élection. Son concurrent le plus direct, François Fillon, est relégué plus de

4. Cette situation est en partie liée à l'ultra incarnation de l'UMP en la personne de Nicolas Sarkozy, avant et même après son élection, comme le montre Florence Haegel dans son ouvrage *Les droites en fusion. Transformations de l'UMP*, Presses de Sciences Po, 2012.

40 points derrière, à 16 %. Alain Juppé se classe en troisième position à 8 %[5].

La candidature préférée des sympathisants UMP pour la prochaine élection présidentielle

Question : ***parmi les personnalités suivantes, laquelle souhaitez-vous voir représenter l'UMP lors de la prochaine élection présidentielle en 2017 ?***

	Mars 2013[6]	Avril 2013[7]	Juin 2013
Nicolas Sarkozy	56 %	63 %	58 %
François Fillon	17 %	11 %	16 %
Alain Juppé	9 %	9 %	8 %
Jean-François Copé	4 %	3 %	5 %
Christine Lagarde	NP	NP	4 %
Laurent Wauquiez	1 %	2 %	3 %
Nathalie Kosciusko-Morizet	5 %	4 %	1 %
Bruno Le Maire	4 %	2 %	1 %
Xavier Bertrand	2 %	1 %	1 %
Valérie Pécresse	1 %	1 %	–
Aucune de ces personnalités politiques	1 %	4 %	3 %
Total	100 %	100 %	100 %

5. Sondage Ifop pour *Valeurs actuelles* réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 19 au 28 juin 2013 auprès d'un échantillon de 403 sympathisants de l'UMP, extrait du cumul de deux échantillons correspondant à un total de 2 278 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

6. Sondage Ifop pour Atlantico.fr réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 27 février au 1er mars 2013 auprès d'un échantillon de 433 sympathisants de l'UMP, extrait du cumul de deux échantillons correspondant à un total de 2 179 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La domination de Nicolas Sarkozy s'exprime de trois manières. Premièrement, il rassemble sur son seul nom près de six sympathisants sur dix alors que dix personnalités sont proposées aux interviewés ; deuxièmement l'écart le séparant de François Fillon est très large ; et, troisièmement, en son absence, aucune personnalité de la droite n'est capable d'occuper le même espace. Dans cette configuration, c'est François Fillon qui arriverait en tête, mais avec 34 % seulement, suivi d'Alain Juppé (15 %) et de Jean-François Copé (10 %).

Alors que certaines figures de l'UMP demandent avec insistance un droit d'inventaire sur le dernier quinquennat et souhaitent rompre avec la stratégie de droitisation menée ces dernières années et lors de la campagne présidentielle, une grande majorité des sympathisants UMP ne semblent pas se situer sur cette ligne. Ils attendent de reprendre le fil de l'histoire là où il a été (selon eux accidentellement) rompu sans en changer ni le scénario, ni le

7. Sondage Ifop pour *Valeurs actuelles* réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 2 au 5 avril 2013 auprès d'un échantillon de 555 sympathisants de l'UMP, extrait du cumul de deux échantillons correspondant à un total de 3 014 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

personnage principal. Malgré les efforts répétés de François Fillon pour apparaître comme une alternative et pour réorienter partiellement le discours de l'UMP sur d'autres bases, une large partie de l'électorat UMP demeure sous l'influence du sarkozysme et rejette tout *aggiornamento*. Et, quand on restreint encore le périmètre du choix à un duel de préférence entre Nicolas Sarkozy et François Fillon, le rapport de force et la tendance sont encore plus favorables à l'ancien président de la République. Ainsi, si en octobre 2012 (soit avant le psychodrame de l'élection interne à l'UMP), 54 % des sympathisants UMP penchaient pour Nicolas Sarkozy contre 46 % pour François Fillon, cette proportion est aujourd'hui de 74 % contre 26 %[8]...

Une moitié de l'électorat UMP favorable à des alliances locales avec le FN

Nette victoire de la Droite forte lors des élections internes, large domination de Nicolas Sarkozy dans les enquêtes

8. Tableau de bord politique Ifop/*Paris Match*, juin 2013.

d'opinion, les signes d'un tropisme droitier ne manquent pas. Or l'on peut également ajouter la forte propension à nouer des accords au niveau local avec le FN. Après un militant UMP de Gamaches dans la Somme en mai 2013, puis Olivier Lapierre, ancien maire de Saint-Gilles et conseiller général UMP du Gard, exclu en juin pour avoir proposé son soutien à Gilbert Collard dans le cas où celui-ci se porterait candidat aux municipales dans cette commune, c'était début juillet au tour de Denis Vigouroux, conseiller municipal UMP de Gonesse, d'être exclu du parti en raison de sa présence sur une liste du « Rassemblement Bleu Marine » dans sa ville. Il semble donc que, au moins dans certains territoires, la pression de la base de l'UMP soit très forte pour faire alliance avec le FN lors des prochaines municipales. Les dirigeants nationaux du parti devront sans doute faire face à de nombreuses initiatives similaires dans les prochains mois. Illustration supplémentaire de ce symptôme d'une droitisation de l'électorat UMP, d'après une enquête réalisée au mois de mai par l'Ifop, les sympathisants UMP ne sont pas moins de 47 % à souhaiter qu'aux élections locales

leur parti passe des accords électoraux avec le FN. Cette proportion est très élevée. On rappellera en effet qu'en mars 1998, seuls 36 % des proches du RPR et de l'UDF avaient approuvé l'élection de quatre présidents de conseils régionaux de droite avec les voix du FN. Ce pourcentage était ensuite resté stable de longues années durant et, en octobre 2010, seuls 32 % des sympathisants UMP se déclaraient favorables à des accords locaux.

L'évolution du souhait d'accords électoraux locaux UMP-FN dans l'électorat UMP

	Mars 1998 approbation de l'élection de présidents de région avec les voix du FN[9]	Oct. 2010	Mai 2012 second tour présidentielle	Juin 2012	Nov. 2012	Mai 2013
Oui	36 %	32 %	54 %	48 %	44 %	47 %
Non	53 %	68 %	46 %	52 %	56 %	53 %
Ne se prononcent pas	11 %	–	–	–		

9. Parmi l'électorat RPR/UDF.

Comme on peut le voir dans le tableau ci-contre, la dernière élection présidentielle a constitué un tournant puisque, lors du second tour, 54 % des soutiens de l'UMP, soit une majorité absolue, étaient en faveur de tels accords. Si ce niveau s'est un peu tassé depuis, toutes nos enquêtes indiquent néanmoins que désormais près d'un électeur UMP sur deux est en demande d'accords locaux. Comment expliquer cette progression très sensible et rapide alors que, pendant près de dix ans (entre 1998 et 2010), les lignes n'avaient quasiment pas bougé à droite sur cette question ?

Un premier élément de réponse tient dans le fait que l'image du FN a évolué ces dernières années, tant dans l'opinion qu'auprès des sympathisants UMP (nous y reviendrons plus loin). L'arrivée à la tête du parti de Marine Le Pen en lieu et place de son père a permis le développement d'une stratégie de dédiabolisation qui a porté ses fruits. Ainsi en octobre 2010, date à laquelle, rappelons-le, seuls 32 % des électeurs de l'UMP se disaient favorables à des accords, la cote d'image de Marine le Pen se situait à

29 % dans le grand public et à 30 % dans l'électorat UMP[10]. Elle atteint aujourd'hui 40 % dans le grand public et 48 % chez les sympathisants UMP, parmi lesquels la progression a donc été la plus sensible (18 points gagnés contre 11 points dans l'ensemble de la population). Dans l'électorat de droite, la progression du souhait d'accords électoraux a donc été corrélée à la progression de l'image de Marine Le Pen. Un second élément de réponse tient dans un phénomène qui s'est produit à la même période (entre 2011 et 2012). Il s'agit du durcissement du discours tenu par les dirigeants de l'UMP sur les questions de sécurité, d'immigration, d'identité et d'assistanat, durcissement accompagné (selon la dialectique de la poule et de l'œuf…) d'une droitisation des sympathisants de l'UMP sur une série de sujets. Ce déplacement du centre de gravité idéologique de l'électorat UMP intervenu au cours des deux ou trois dernières années a lui aussi contribué à rendre plus acceptables et souhaitables des alliances locales avec un FN dont l'image s'est parallèlement policée et dont les constats sont partagés sur différentes questions.

10. Tableau de bord politique Ifop/*Paris Match*, octobre 2010.

Enfin, la prise en compte de la réalité électorale et l'intégration par les électeurs UMP de la dynamique frontiste a constitué le troisième facteur venant favoriser la demande d'alliances locales. Alors que le FN apparaissait comme moribond dans les années qui ont suivi l'élection présidentielle de 2007, les élections régionales de 2010, avec la présence au second tour de listes frontistes dans douze régions, ont constitué un premier signal du retour du FN dans le jeu électoral. Cette tendance a été confirmée l'année suivante lors des cantonales (avec plus de quatre cents candidats frontistes présents au second tour) et, bien entendu, lors de la présidentielle et des législatives de 2012. Avec un FN oscillant entre 16 et 20 % des voix, la donne électorale changeait profondément et il est apparu aux yeux de nombreux électeurs de l'UMP que, sans alliance, leur parti serait mathématiquement de plus en plus dans l'incapacité de l'emporter. Il est d'ailleurs intéressant de constater, comme le montre le tableau ci-dessous, que c'est dans les régions où le vote FN est élevé que le souhait d'alliance exprimé par les sympathisants de l'UMP est le plus fort : 50 % contre 44 % dans les régions moins frontistes de l'Ouest.

L'évolution du souhait d'accords locaux avec le FN dans les différentes composantes de l'électorat UMP

	2010	2013	Evolution
Ensemble des sympathisants UMP	32 %	47 %	+ 15 points
Hommes	33 %	51 %	+ 18 points
Femmes	30 %	44 %	+ 14 points
Moins de 35 ans	36 %	55 %	**+ 19 points**
De 35 à 49 ans	29 %	48 %	**+ 19 points**
De 50 à 64 ans	27 %	49 %	**+ 22 points**
65 ans et plus	34 %	37 %	**+ 3 points**
CSP+	29 %	43 %	+ 14 points
Intermédiaires	26 %	45 %	+ 19 points
CSP-	32 %	59 %	**+ 27 points**
Communes rurales	37 %	56 %	+ 19 points
Agglomérations urbaines de province	30 %	43 %	+ 13 points
Agglomération parisienne	30 %	48 %	+ 18 points
Régions à faible vote FN	28 %	44 %	+ 16 points
Régions à fort vote FN	37 %	50 %	+ 13 points

Si des différences géographiques se font jour dans l'électorat UMP, on constate que le positionnement sur la question des alliances locales est structuré par d'autres lignes de clivage bien plus marquées. Le souhait d'accords est ainsi très majoritaire parmi les franges populaires de l'électorat UMP (59 %) alors qu'il est encore minoritaire (mais de peu) parmi les catégories les plus aisées (43 %) et les professions intermédiaires (45 %). De la même façon, si l'approbation d'accords demeure assez minoritaire dans l'électorat le plus âgé (37 % parmi les 65 ans et plus), elle est nettement plus répandue parmi les générations les plus jeunes : 48 % chez les 35-49 ans et 55 % parmi les moins de 35 ans.

Par rapport à 2010, au sein de l'électorat UMP, c'est d'abord et avant tout parmi les jeunes générations et la France du travail que le souhait d'alliance a progressé (d'environ 20 points) quand il n'évoluait quasiment pas parmi les seniors (+ 3 points seulement). Ce mouvement très différencié selon les tranches d'âge renvoie pour partie au rôle joué par la modification de l'image du FN

orchestrée par Marine Le Pen. Cette stratégie aurait produit ses meilleurs effets sur les générations les plus jeunes quand les plus âgés y étaient moins sensibles, ces derniers restant davantage sur l'image du FN façonnée pendant près de vingt-cinq ans par Jean-Marie Le Pen. De la même façon, on constate que c'est également dans « l'UMP d'en bas » (ouvriers et employés) que le souhait d'accords électoraux avec le FN a le plus gagné du terrain en trois ans : + 27 points contre + 14 points « seulement » parmi les sympathisants UMP appartenant aux catégories les plus aisées. Cela semble traduire une proximité plus forte avec les idées du FN au sein de la base populaire de l'UMP. Cela montre également qu'à quelques mois des élections municipales, la ligne de fermeté face au FN sans cesse rappelée par l'état-major de l'UMP est de moins en moins compréhensible et acceptée par ses électeurs les plus modestes et les moins âgés.

Le peuple de droite vent debout contre la loi Taubira

Outre la question du rapport de l'UMP avec le FN, notamment depuis les cantonales de 2011 avec la ligne du « ni-ni » (ni désistement, ni front républicain), puis, plus récemment, avec la question des alliances aux municipales, la réaction à la loi Taubira constitue un autre champ d'observation privilégié de la droitisation de l'UMP. Le débat autour du droit au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuels a en effet donné lieu à une impressionnante opposition du peuple de droite, l'ampleur des manifestations inscrivant d'ores et déjà ce mouvement dans l'histoire de la droite au même titre que la mobilisation pour défendre l'école libre en 1984. Certains observateurs ont d'ailleurs vu dans la Manif pour tous l'émergence d'un Tea Party à la française, d'autres le moment et le lieu où, symboliquement, la droite et le FN ont fusionné. Il convient donc de se pencher sur ce qui s'est joué autour de cette mobilisation, d'analyser comment l'électorat UMP s'est radicalisé sur cette question et de déterminer quelles

peuvent être les conséquences de ce mouvement à long terme. A cet égard, un bref retour préalable sur l'état et l'évolution de l'opinion de droite au moment du Pacs n'est pas inutile.

L'évolution de l'adhésion au Pacs selon la proximité partisane

	Septembre 1998 avant le vote	Juin 2000	Juin 2003
Ensemble des Français			
Favorables	49 %	64 %	70 %
Opposés	48 %	33 %	28 %
Ne se prononcent pas	3 %	3 %	2 %
Gauche			
Favorables	**58 %**	74 %	77 %
Opposés	40 %	26 %	23 %
Ne se prononcent pas	2 %	–	–
Droite			
Favorables	42 %	**55 %**	56 %
Opposés	57 %	44 %	41 %
Ne se prononcent pas	1 %	1 %	3 %
FN			
Favorables	25 %	47 %	**60 %**
Opposés	75 %	52 %	37 %
Ne se prononcent pas	–	1 %	3 %

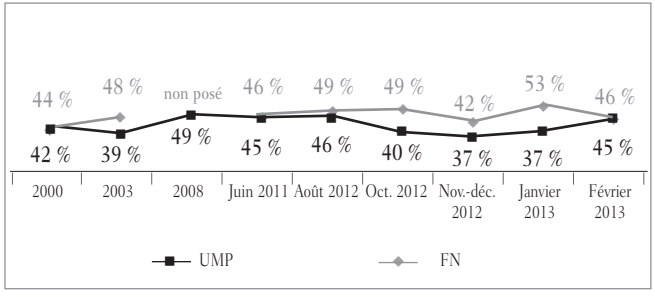
Alors qu'en septembre 1998 les sympathisants de gauche étaient d'emblée majoritairement acquis au Pacs, à hauteur de 58 %, les électeurs de droite y étaient opposés dans des proportions exactement identiques (57 %). Deux remarques doivent ici être émises. Si le clivage était marqué, chaque camp était tout de même assez partagé. 40 % des sympathisants de gauche étaient opposés au Pacs pour les couples homosexuels quand 42 % de leurs homologues de droite y étaient favorables (dans des proportions similaires à celles du RPR et de l'UDF, les centristes n'étant donc pas plus « ouverts » sur cette question que les gaullistes). Seconde remarque, on constate à l'époque que l'électorat du FN est le plus opposé à ce projet et qu'il existe un net écart de positionnement avec l'électorat UDF-RPR, certes opposé mais moins fermement.

Le clivage gauche/droite sur le Pacs perdure dans les années qui suivent le vote de ce texte, même si l'adhésion progresse rapidement dans toutes les familles politiques. A droite, fait intéressant, dès 2000, soit un an seulement après le vote de cette loi, le rapport de force bascule et

une majorité de 55 % de « pour » se dessine. C'est au FN que l'évolution est la plus forte entre 1998 et 2003 (+ 35 points), mais le point de basculement ne se situe qu'en 2003.

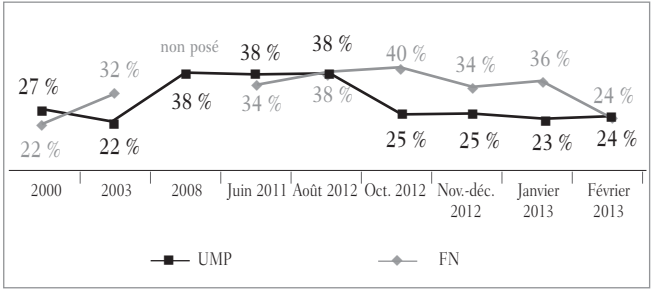
Une fois le débat sur le Pacs digéré, c'est la question du droit au mariage pour les couples homosexuels, voire à l'adoption, qui a été posée dès le début des années 2000. On a vu que, en dépit de l'obstruction parlementaire de certains leaders de la droite qui marqua les mémoires, l'électorat de droite accepta relativement rapidement le Pacs. La progression de l'adhésion au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuels a en revanche été plus lente, et jamais ces positions n'ont été majoritaires. Sur le mariage comme sur l'adoption, l'évolution est réelle entre 2000 et 2008, après quoi elle s'est stabilisée jusqu'en août 2012.

L'évolution de l'adhésion au droit au mariage pour les couples homosexuels selon la sympathie partisane



A partir de cette date (qui signe le début de la mobilisation des opposants avec notamment un texte lu dans toutes les paroisses de France à l'occasion de la messe du 15 Août), après avoir stagné entre 2008 et 2012, l'adhésion au mariage pour les couples homosexuels parmi les sympathisants UMP a reculé de 9 points entre août 2012 et janvier 2013, période qui correspond bien à la phase la plus intense de mobilisation de la Manif pour tous, avant de remonter à 45 % (soit le palier de 2011-2012) à la fin du débat.

L'évolution de l'adhésion au droit à l'adoption pour les couples homosexuels selon la sympathie partisane



Comme les courbes le montrent, le reflux a été plus net encore sur le droit à l'adoption pour les couples homosexuels (qui a concentré l'essentiel des critiques des opposants), puisque l'adhésion est passée parmi les sympathisants UMP de 38 % en août 2012 à seulement 23 % en janvier 2013. De plus, sur cet item, le rebond observé sur le droit au mariage entre janvier et février ne s'est pas

produit puisque l'approbation a terminé à 24 %, soit très loin du niveau observé avant le débat (38 % en juin 2011)[11].

Alors que, dans la continuité de son évolution sur le Pacs, l'électorat de droite s'était progressivement et lentement ouvert entre 2000 et l'été 2012 sur la question du mariage et de l'adoption pour les couples homosexuels, la mobilisation et le débat de l'automne dernier ont non seulement donné un coup d'arrêt à cette évolution mais, plus spectaculairement encore, inversé cette tendance. C'est sur la question de l'adoption pour les couples homosexuels que ce phénomène de rétraction brutale de l'opinion de droite succédant à une longue période de maturation a été le plus net. Bien que ce mouvement s'explique en partie par le contexte institutionnel (la victoire d'un François Hollande

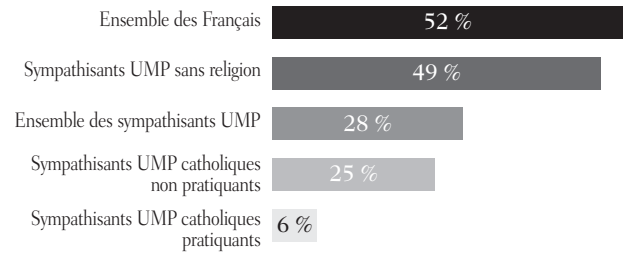
11. Pour ce qui est de l'électorat du FN, les évolutions ont été moins spectaculaires et cet électorat a été beaucoup moins sensible à la mobilisation des « anti » que celui de l'UMP, la position distante adoptée par Marine Le Pen y étant peut-être pour quelque chose. Sur la question du mariage, après avoir été plus favorables que les sympathisants de l'UMP durant l'automne, ils se retrouvent au même niveau en fin de séquence du fait de la remontée observée à l'UMP. Sur le droit à l'adoption pour les couples homosexuels, après avoir également été plus favorables que leurs homologues de l'UMP entre octobre 2012 et janvier 2013, ce sont ces sympathisants frontistes qui se sont alignés à la baisse (36 % en janvier et 24 % en février) sur le score de l'UMP, d'aucuns y voyant le signe supplémentaire d'une convergence entre les deux électorats.

ayant inscrit cette revendication à son agenda rendant tout d'un coup cette question beaucoup plus concrète et politique, et non plus abstraite et théorique), il constitue aussi selon nous le symptôme supplémentaire d'un phénomène plus général de durcissement et de droitisation de cet électorat.

Une analyse effectuée à partir d'un sous-échantillon de 915 sympathisants UMP extrait d'un cumul de cinq vagues d'enquête (soit 4 967 interviewés au total) réalisées entre mai et juillet 2013 nous a permis de mieux cerner les segments de l'électorat UMP qui avaient le plus porté cette opposition frontale à la loi Taubira. Sans surprise, il semble bien que ce soit la composante catholique qui ait constitué le cœur de la contestation de droite. Ainsi, parmi les sympathisants de l'UMP sans attache religieuse, l'adhésion au principe du droit au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuels s'établit à 49 %, soit quasiment le niveau constaté dans l'ensemble de la population (52 %). C'est aussi 21 points de plus que le niveau de soutien de l'ensemble de l'UMP (28 % seulement). Si les sympathi-

sants de droite sans confession se situent très près de la moyenne nationale, l'origine de la puissante hostilité constatée auprès de l'ensemble des électeurs UMP est à rechercher dans l'opposition virulente des électeurs UMP catholiques non pratiquants (favorables seulement à 25 %), et plus encore dans celle de leurs homologues catholiques pratiquants n'adhérant qu'à hauteur de… 6 %, quand 70 % d'entre eux (un record absolu) se disent « pas d'accord du tout » avec la phrase « Il est normal que les couples homosexuels puissent se marier et adopter des enfants ».

L'adhésion à l'idée « Il est normal que les couples homosexuels puissent se marier et adopter des enfants » - Mai/juillet 2013



Dans une interview au journal *Le Monde* en date du 8 juin dernier, Patrick Buisson a parlé de la mobilisation contre le mariage pour tous comme d'une première manifestation d'un « populisme chrétien ». Si la notion de « populisme » ne nous semble pas exactement adaptée pour définir cette réalité, on peut néanmoins convenir du fait que l'opposition du peuple de droite à ce projet a bien été d'abord et avant tout le fait de sa composante catholique. Parallèlement au rôle joué par la mouvance catholique dans cette mobilisation sans précédent, d'autres observateurs ont souligné la présence dans les cortèges d'une jeunesse nombreuse. Le socialiste Julien Dray écrit ainsi : « Le puissant mouvement social droitier qui a eu lieu dans le pays ces derniers mois a aussi induit un effet générationnel important[12] ». La présence de nombreux jeunes dans les cortèges de la Manif pour tous a marqué les esprits car elle ne cadrait pas avec l'image spontanée que certains se font du peuple de droite et/ou d'une jeunesse qui devrait être naturellement *gay friendly*. Mais, du coup, et en oubliant de

12. Julien Dray, « Un nouveau bloc droitier ! », article publié sur le site du *Huffington Post* le 28 juin 2013.

surcroît que les manifestations de rue et autres happenings attiraient généralement un public jeune, d'aucuns ont fait de cette jeunesse de droite le fer de lance de ce mouvement (s'en félicitant ou s'en inquiétant). L'analyse à froid des données issues de notre cumul d'enquêtes vient assez clairement contrecarrer cette représentation. En effet, comme on peut le voir dans le tableau suivant, il existe sur la question du mariage et de l'adoption par les couples homosexuels un puissant clivage générationnel dans l'ensemble de la population, mais aussi dans l'électorat UMP.

Pourcentage d'adhésion à la phrase « Il est normal que les couples homosexuels puissent se marier et adopter des enfants » (Mai-juillet 2013)

	Ensemble des Français	Sympathisants UMP	Ecart
De 18 à 24 ans	65 %	49 %	- 16 points
De 25 à 34 ans	64 %	48 %	- 16 points
De 35 à 49 ans	55 %	37 %	- 18 points
De 50 à 64 ans	45 %	22 %	- 23 points
65 ans et plus	42 %	11 %	- 31 points
Ensemble	52 %	28 %	- 24 points

Parmi ces sympathisants UMP, comme dans l'ensemble de la population, les jeunes sont beaucoup plus favorables que leurs aînés à ces droits nouveaux. Si de nombreux jeunes de droite ont défilé avec Frigide Barjot[13], près d'un sympathisant UMP sur deux âgé de moins de 35 ans était favorable à ce projet, contre un sur dix seulement parmi les sympathisants de plus de 65 ans. Ces chiffres démontrent que l'opposition de l'électorat de droite à la loi Taubira a d'abord été le fait de la frange la plus âgée de cet électorat, presque unanimement hostile.

En outre, on constate que les écarts de jugement sur cette question entre l'ensemble de la population et les sympathisants UMP tendent à se réduire au fur et à mesure que l'on descend dans la pyramide des âges : le différentiel de 31 points parmi la tranche des 65 ans et plus diminue de moitié (16 points) pour les 25-34 ans et les 18-24 ans. Tout se passe donc comme si le marqueur de droite qu'a constitué l'opposition à la loi Taubira avait surtout été puissant

13. Certains cadres ou leaders de la droite de demain ont d'ailleurs sans doute fait leurs classes durant ce mouvement.

parmi les seniors, alors que son effet s'est avéré bien moindre parmi les jeunes générations de droite. Ces dernières étaient coupées en deux sur cette question (49 % et 48 % d'accord parmi les 18-24 et 25-34 ans) et, dans leur ensemble, les moins de 35 ans étaient acquis aux deux tiers à ces nouveaux droits pour les couples homosexuels. C'est donc dans la jeunesse que la césure entre électeurs de droite et l'ensemble de la population a été la moins importante.

Vers une convergence idéologique des électorats UMP et FN ?

Les débats en cours sur une fusion possible des droites françaises se focalisent souvent sur les thématiques chères au FN, la sécurité et l'immigration, perçues comme les principaux curseurs du rapprochement entre les électorats UMP et FN. Les questions sociétales retiennent aussi l'attention des observateurs, surtout, comme on l'a vu précédemment, depuis la forte mobilisation autour de la loi sur le mariage pour tous. Mais seul l'avenir dira quelle est la solidité du mouvement impulsé et la profondeur de la trace qu'il aura laissée dans le paysage idéologique à droite. D'autres aspects moins immédiats et moins visibles, mais peut-être plus profonds, nous paraissent également participer des mouvements de circulation et de porosité observés entre les deux électorats sur la période 2007-2013.

Un changement de cadre sémantique impulsé par Nicolas Sarkozy en 2007 qui a permis à Marine Le Pen d'être audible en 2012

Les entretiens qualitatifs menés par l'Ifop en 2006 et durant toute la campagne de 2007 auprès d'électeurs frontistes (issus des catégories populaires et tentés par un vote en faveur de Nicolas Sarkozy) montrent que le candidat de l'UMP n'a pas seulement capté une part significative de cet électorat en s'appuyant sur son statut de « premier flic de France » et en assumant pleinement un discours de « droite décomplexée » sur de nombreux sujets, tels que l'immigration et l'identité nationale. C'est aussi grâce à son positionnement sur les questions économiques et sa capacité à incarner le « candidat du pouvoir d'achat » qu'il a réussi à séduire au-delà de son propre camp, notamment dans les rangs du Front national. Arrêtons-nous un instant sur cette notion de pouvoir d'achat et son impact sur l'opinion. Actuellement utilisée par les personnels politiques de tous bords, la première préoccupation des Français (après l'emploi) est devenue une sorte de Graal à atteindre, en

même temps que l'ossature de tout programme. Son usage en politique paraît ancien, tant le terme nous semble aujourd'hui familier et récurrent dans le discours politique et médiatique. Cependant, il y a peu de temps encore, nous parlions de coût de la vie, de hausse des prix, beaucoup plus rarement de pouvoir d'achat. Or, nous pensons (et les études qualitatives en témoignent) que ce changement de registre sémantique constitue une des clés de compréhension des effets de convergence entre l'UMP et le FN.

Alors que l'inflation et la croissance sont des variables macroéconomiques, renvoyant à des enjeux relativement complexes et lointains pour les citoyens, la notion de pouvoir d'achat revêt, quant à elle, une dimension beaucoup plus individuelle, facilement appropriable (on parle de son pouvoir d'achat). Dans le même temps, la mesure de ce pouvoir d'achat s'apparente pour beaucoup à un ressenti (de perte ou de hausse), sans connexion toujours claire et directe avec des éléments objectifs de mesure économique. L'utilisation de cette notion déplace également la

question des acteurs en jeu. Dans le rapport plus individualisé qu'elle introduit, chacun devient en quelque sorte acteur et non plus simple observateur des grands mouvements économiques. Pour les hommes politiques qui s'emparent du sujet, l'enjeu dépasse alors la seule question du modèle économique proposé. Derrière la défense du pouvoir d'achat, il existe aussi un enjeu très fort de proximité et d'empathie avec la situation individuelle de chacun. C'est sur ce point que Nicolas Sarkozy a en partie construit sa campagne en 2007 et remporté l'élection présidentielle, dessinant l'image d'un candidat proche du « peuple », porteur d'une promesse de prospérité individuelle à travers le « travailler plus pour gagner plus ». En témoigne ce *verbatim* particulièrement éloquent recueilli par l'Ifop durant la campagne présidentielle de 2012 : « On attendait une vie meilleure, on se disait que tout le monde pourrait bientôt s'acheter une maison et partir en vacances » (ouvrier, 35 ans). Après cinq ans d'exercice du pouvoir et sans résultats probants en la matière, Nicolas Sarkozy n'est pas parvenu à rééditer l'exercice en 2012, la déception étant à la hauteur du rêve brisé de 2007 : « On a baissé en niveau

de vie, je voulais du changement et finalement je suis déçu, ça n'a pas bouleversé notre vie » (employé, 28 ans).

En rappelant tout au long de la campagne de 2012 les échecs et les promesses non tenues de Nicolas Sarkozy et en s'emparant à son tour de la thématique du pouvoir d'achat, Marine Le Pen a, quant à elle, réussi à gagner en crédibilité sur le plan économique, domaine dans lequel le Front national n'était jamais parvenu à être réellement audible. Les *verbatim* recueillis sur elle quelques mois avant l'élection présidentielle de 2012 auprès d'électeurs de Nicolas Sarkozy en 2007 et tentés par un vote FN sont très évocateurs : « Elle incarne la France des petits, elle défend les bas salaires, les petits retraités, les petites sociétés… », « Marine dit des choses vraies, elle a vécu les choses au même titre que nous. » Marine Le Pen a certes d'abord capitalisé sur les sillons traditionnels du FN que sont l'immigration et la sécurité, mais elle a également séduit ces électeurs à travers certains aspects de son discours économique, allant jusqu'à devenir plus crédible que son rival de l'UMP en matière de proximité et de

défense du pouvoir d'achat, donnant à beaucoup l'impression de proposer des mesures de « bon sens » économique. Par de nombreux côtés, dans la façon dont ces électeurs l'ont perçue au cours de la campagne présidentielle de 2012, la candidate du Front national rappelle le Nicolas Sarkozy de 2007. En effet, en cessant de se cantonner aux créneaux habituels du FN et en abordant des thématiques qui touchent les Français, elle a réussi à apparaître auprès de toute une partie de l'électorat de droite comme la candidate des classes moyennes et des fameux « invisibles », pour reprendre l'une de ses expressions fétiches. Et, sur ce point, nous sommes en droit de penser que l'approche « pouvoir d'achat » lui a facilité la tâche, l'enjeu de proximité lié à cette notion prenant largement le pas, chez elle, sur le modèle économique proposé (que peu d'électeurs tentés par un vote pour la candidate du FN sont à même de retranscrire).

Au cours des entretiens que nous avons pu réaliser depuis 2006, un autre terme maintes fois mentionné par les interviewés a également retenu notre attention : l'« assistanat ». Voilà une autre notion passée dans le langage courant des

hommes politiques et, par écho, dans celui des citoyens, mais dont l'usage fréquent en France ne remonte qu'à… l'année 2007. On oublie souvent que ce terme, largement rebattu par le personnel politique et les médias, est d'emploi récent, mentionné par des personnalités politiques de gauche comme de droite, dans un contexte de déficits publics et de fragilisation des systèmes de solidarité nationale. Ce thème fut surtout un des slogans majeurs de Nicolas Sarkozy lors de l'élection présidentielle de 2007, où il promit de lutter contre l'assistanat. Là encore, de notre point de vue, le vocable utilisé a son importance et n'est pas sans influence sur l'opinion. A l'inverse du chômage, l'assistanat ne répond à aucune définition économique précise (et encore moins scientifique). Les études qualitatives le montrent bien, l'assistanat regroupe aux yeux de l'opinion toutes les situations d'abus, laissant chacun libre d'en donner sa propre définition, avec un glissement rapide chez certaines catégories d'électeurs des « profiteurs du système » aux « fraudeurs » et des « chômeurs qui refusent de travailler » aux « immigrés qui bénéficient des aides et des allocations familiales », etc.

Ainsi, même si le terme ne revêt pas toujours la même réalité pour les sympathisants UMP et FN, il donne l'impression que les deux partis parlent la même langue, en osant « s'attaquer sans tabou aux vrais problèmes », avec sans doute une porosité exacerbée (mais pas toujours explicite) en temps de crise entre la thématique de l'assistanat et celle de l'immigration. Ainsi, en même temps que l'utilisation de cette notion ouvre la voie à la radicalisation du discours de l'UMP (on pourrait citer la sortie de Laurent Wauquiez sur « l'assistanat, cancer de la société française »[14]), elle participe en partie à la dédiabolisation du FN, la question migratoire étant alors essentiellement abordée sous l'angle du coût économique. Cette notion place également la gauche dans une situation embarrassante, empreinte de fortes ambivalences. On peut ainsi mentionner la décision d'augmenter l'allocation de rentrée scolaire de 25 % à l'été 2012. Cette mesure aurait dû être largement approuvée dans l'opinion. Elle n'a pourtant recueilli l'adhésion « que » de 54 % des Français, 46 % y étant opposés[15].

14. Propos tenus sur Europe 1 le 8 mai 2011.
15. Sondage Ifop pour *Le Figaro* réalisé par Internet du 6 au 8 août 2012 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 004 personnes.

Lors de la dernière campagne présidentielle, Nicolas Sarkozy a tenté d'enclencher la même dynamique sur l'assistanat qu'en 2007, mais cette stratégie est loin d'avoir aussi bien fonctionné. En cinq ans, il avait perdu en crédibilité aux yeux de toute une partie de son électorat (surtout parmi les catégories populaires) quand, à l'inverse, Marine Le Pen gagnait des points sur cette thématique, et donc à nouveau sur un des aspects économiques de son programme.

Défense du pouvoir d'achat et lutte contre l'assistanat, derrière la « rupture » (pour reprendre le vocable sarkozyste) sémantique que représente à nos yeux l'utilisation de ces deux notions se cache un changement de paradigme important. Il s'agit du passage d'une logique « macro » de politique publique à une approche privilégiant la responsabilité individuelle. Les débats sur les efforts individuels à fournir ont ainsi largement supplanté ceux sur l'Etat providence. Ce déplacement a ouvert la porte à cette fameuse « France des droits et surtout des devoirs » que Marine Le Pen incarne mieux que quiconque aux yeux de toute une

frange de l'électorat UMP, notamment parmi les catégories populaires déçues par le sarkozysme. Parce qu'il a contribué à offrir à la candidate du FN à la fois une tribune et une certaine crédibilité sur le plan économique, ce changement de cadre a dessiné en 2012 les conditions d'un véritable match retour pour Marine Le Pen. Elle a ainsi en quelque sorte repris à son compte la stratégie de Nicolas Sarkozy en 2007 pour laver l'affront subi par son père à l'époque.

Une crainte du monde extérieur de plus en plus forte parmi les sympathisants UMP

Par-delà l'homogénéisation du discours des leaders des deux partis et des attentes de leur électorat sur l'assistanat, la question de la protection de la France à l'égard du monde extérieur constitue un autre terrain de rapprochement entre l'UMP et le FN (peut-être même le plus important). En avril 2006, soit un an avant l'élection présidentielle et deux ans avant le déclenchement de la crise économique et financière, les deux camps adoptaient sur

cette problématique centrale des positions presque diamétralement opposées avec, d'un côté, une demande de protection déjà très importante parmi les sympathisants FN (66 %) et, de l'autre, des sympathisants UMP majoritairement enclins à plus d'ouverture (53 %).

Le souhait d'une France plus ouverte au monde ou au contraire s'en protégeant davantage

Estimez-vous que la France doit…

UMP	Avril 2006	Sept. 2010	Mars 2011	Avril 2012	Mai-juillet 2013	Evolution
s'ouvrir davantage au monde	**53 %**	27 %	27 %	25 %	27 %	-26 points
se protéger davantage du monde	28 %	**37 %**	**59 %**	**63 %**	**52 %**	+24 points
ni l'un ni l'autre	19 %	**36 %**	14 %	12 %	21 %	+ 2 points

Front national	Avril 2006	Sept. 2010	Mars 2011	Avril 2012	Mai-juillet 2013	Evolution
s'ouvrir davantage au monde	16 %	6 %	2 %	3 %	6 %	-10 points
se protéger davantage du monde	66 %	86 %	94 %	88 %	85 %	+19 points
ni l'un ni l'autre	18 %	18 %	4 %	9 %	9 %	- 9 points

Si cette demande de protection vis-à-vis du monde extérieur n'a cessé de croître au sein de l'électorat frontiste, atteignant 85 % en mai-juillet 2013, la progression la plus significative et la plus porteuse de sens est à observer du côté des proches de l'UMP, dont le positionnement majoritaire sur cette question s'est totalement inversé en sept ans. Ils sont aujourd'hui 52 % à vouloir que la France se protège davantage du monde contre 28 % en 2006, après un taux record observé lors de la campagne présidentielle de 2012 (63 %). Certes, la demande de protection demeure beaucoup plus forte au FN qu'à l'UMP, mais l'écart se réduit et l'inversion observée à droite doit retenir notre attention.

Quand on analyse les résultats sur cette question centrale selon les différentes catégories sociologiques de l'électorat UMP, on constate une nouvelle fois que c'est parmi les milieux populaires (ouvriers et employés) de droite que la demande de protection et, partant, la proximité avec l'opinion des sympathisants FN sont les plus fortes.

L'attitude à l'égard de la mondialisation dans les différentes composantes de l'électorat UMP (mai-juillet 2013)

Estimez-vous que la France doit…

	Sympathisants UMP CSP+	Sympathisants UMP milieux populaires	Sympathisants FN
se protéger davantage du monde	37 %	63 %	85 %
s'ouvrir davantage au monde	39 %	16 %	6 %
ni l'un ni l'autre	24 %	21 %	9 %

Conscient de cette situation, Patrick Buisson déclarait dans une interview accordée au *Figaro* : « La droite a vocation à redevenir majoritaire pour peu qu'elle ait le courage de franchir une bonne fois pour toutes ce que Léon Bloy appelait la "Porte des humbles", c'est-à-dire de bâtir une offre sociale protectrice en direction de cette France industrielle et rurale des "perdants" de la mondialisation[16] ».

Les études qualitatives témoignent également d'un sentiment de crainte d'un déclin de la France qui gagne du

16. In *Le Figaro* du 13 novembre 2012.

terrain à droite, notamment parmi les catégories populaires, sentiment accéléré par la situation de crise que le pays traverse depuis 2008. Les inquiétudes qui s'expriment sont multiples, avec comme matrice commune la peur d'une inversion dans les rapports de force. Celle-ci est ressentie à plusieurs niveaux par les proches de la droite rencontrés : premièrement, entre la France et le reste du monde, dessinant l'image d'un pays qui décline face aux puissances émergentes, qui a perdu de son aura ; deuxièmement, entre différentes composantes de la société avec, chez toute une partie de l'électorat UMP, la crainte d'une inversion des rapports de force entre les immigrés et les « autochtones », alimentée par les événements liés au Printemps arabe. Ceux-ci sont en effet perçus comme vecteurs d'une forte instabilité rendue inévitable par l'ampleur des inégalités de niveaux de vie entre les deux rives de la Méditerranée. Enfin, l'inquiétude porte aussi sur une jeunesse jugée de moins en moins « respectueuse » des figures d'autorité en général. Ainsi, tous les éléments régulièrement mis en avant par certaines personnalités politiques pour souligner ce délitement ont une forte résonance dans cet électorat, même s'ils ne constituent pas toujours le cœur de ses préoccupations immédiates. De notre point de vue, la question de l'islam est emblématique de ce type de phénomène. Les études menées sur le sujet montrent souvent des réactions en deux temps. L'islamisation de la société constitue rarement la préoccupation première de l'électorat UMP mais, dès que le sujet est abordé, il cristallise l'ensemble de ces craintes (perte d'identité culturelle, de maîtrise de son destin et de son territoire et donc de pouvoir). Et, lorsque Marine Le Pen prend la parole sur le sujet, elle marque des points bien au-delà de son camp, y compris quand ses sorties sont très polémiques. Ainsi, quand elle compara en décembre 2010 les prières de rue des musulmans à une occupation, 54 % des sympathisants UMP approuvèrent ses propos[17].

Ces craintes, parce qu'elles alimentent également la tentation d'un retour en arrière, contribuent à rendre le discours de la présidente du FN sur l'Europe de plus en plus audible

17. Sondage Ifop pour *France Soir* réalisé par Internet les 13 et 14 décembre 2010 auprès d'un échantillon national représentatif de 970 personnes.

pour une partie de cet électorat de droite. L'adhésion ne repose pas sur l'éventualité d'un retour au franc, qui leur paraît inenvisageable, mais est liée à la capacité de Marine Le Pen à ramener les demandes de protection et d'autorité sur les terrains du patriotisme, de la sécurité et de l'immigration (fierté d'appartenance, rappel des règles nationales, patriotisme économique, priorité nationale, etc.) : « Elle incarne la France d'avant dans l'Europe de maintenant » selon des sympathisants UMP interrogés par l'Ifop durant la campagne présidentielle. Au-delà des diagnostics qu'elle pose et que beaucoup partagent, son inexpérience du pouvoir donne l'espoir d'un certain volontarisme politique. De son côté, quand à Toulouse, dans l'entre-deux-tours, Nicolas Sarkozy promet « des frontières » partout, il cherche aussi à répondre à cette demande de protection. Ce discours lui a d'ailleurs permis de consolider son socle électoral et de capter une part significative de l'électorat de Marine Le Pen[18], quoique insuffisante pour pouvoir

18. D'après les données du rolling Ifop/Fiducial pour *Paris Match*, les reports de voix de Marine Le Pen sur Nicolas Sarkozy sont passés de 42 % le 23 avril, le lendemain du premier tour, à 51 % le 5 mai, veille du second tour, soit un gain de presque 10 points en deux semaines seulement.

l'emporter, de nombreux électeurs frontistes ayant été échaudés depuis 2007.

Une proximité d'image entre la présidente du FN et le Nicolas Sarkozy de 2007

On a vu ce que les mouvements de convergence des deux électorats sur certains sujets devaient aux discours tenus par les leaders des deux camps. On peut aussi se demander si ce glissement tectonique n'est pas en partie dû à leurs structures d'image respectives. L'étude des mouvements entre le FN et l'UMP ne peut en effet faire l'impasse sur la question des personnalités en jeu. Pour les leaders de l'UMP, Marine Le Pen est un adversaire de poids, notamment parce que son image personnelle permet au Front national de réussir sa stratégie de dédiabolisation, grâce à l'impression de proximité teintée de fermeté qu'elle suscite. En juin 2013, la cote de popularité de la présidente du FN n'a jamais été aussi haute (40 %) dans le tableau de bord politique Ifop/*Paris Match*. Or, cette progression se voit d'abord et avant tout alimen-

tée par la hausse de bonnes opinions qu'elle recueille parmi les proches de l'UMP, niveau en hausse constante depuis 2009 avec un taux record de 47 % sur la période de mai-juin 2013, soit 24 points gagnés, alors que sa popularité n'a pas évolué parmi les sympathisants socialistes.

Pourcentage de bonne opinion de Marine Le Pen (Tableau de bord politique Ifop / *Paris Match*)

	Ensemble des Français	PS	UMP
Mai-juin 2013	38 %	10 %	47 %
Mars-avril 2012 : présidentielle	35 %	18 %	41 %
Février-mars 2011 : après son élection à la tête du FN	34 %	13 %	34 %
Septembre-octobre 2009 : après les européennes	22 %	11 %	23 %

Comme le montre le tableau ci-dessus, le premier bond s'observe au début de l'année 2011, quand elle passe de 22 à 34 % de bonne opinion dans l'ensemble de la population et de 23 à 34 % à l'UMP peu de temps après son élection à la tête du Front national. Cette première hausse enregis-

trée début 2011 s'est également produite au moment du Printemps arabe. A cette époque, tous les responsables politiques de gauche et de droite se félicitaient des changements en cours, quand Marine Le Pen insistait sur les risques potentiels de ces révolutions (prise de pouvoir par les islamistes et afflux d'immigrés clandestins sur les côtes européennes). Or ce discours correspondait à l'état d'une partie de l'opinion et au ressenti de la majorité des sympathisants UMP[19].

S'appuyant sur ces ressorts, l'amélioration de l'image de Marine Le Pen auprès de l'électorat UMP se poursuit après la séquence porteuse de son élection à la tête du FN, du Printemps arabe et des cantonales. Sa cote parmi les sympathisants UMP passe ainsi de 34 % en février-mars 2011 à 41 % en mars-avril 2012 durant la présidentielle, pour s'établir à 47 % en mai-juin 2013, soit un doublement

19. Sondage Ifop pour *Dimanche Ouest-France*, réalisé par téléphone les 24 et 25 février 2011 auprès d'un échantillon représentatif de 969 personnes. A la question « Diriez-vous que les événements qui se produisent depuis plusieurs semaines dans différents pays arabes vous inspirent plutôt de la crainte, plutôt de l'espoir ou plutôt de l'indifférence ? », 49 % des Français et 61 % des sympathisants UMP optent pour la crainte.

par rapport à septembre-octobre 2009. C'est bien sa proximité perçue qui constitue la clé d'entrée de Marine Le Pen dans l'électorat de droite. Ainsi, selon un récent sondage[20], un sympathisant UMP sur deux juge qu'elle « comprend les problèmes des gens comme eux ». Cette « empathie de point de vue », pour reprendre l'expression du sociologue Alain Mergier[21], s'accompagne également, mais dans une moindre mesure, d'une crédibilisation de son programme politique. Selon le même sondage, en effet, 31 % des proches de l'UMP estiment qu'elle « a un programme crédible pour sortir le pays de la crise ».

Les entretiens qualitatifs réalisés à partir de 2010 confirment cette montée en puissance de Marine Le Pen auprès de toute une frange de l'électorat UMP, notamment parmi les catégories populaires. Plus « respectable », jugée moins extrémiste que son père, elle incarne dès 2010 à la fois une certaine idée de modernité, en partie liée à sa virginité en

20. Sondage Ifop pour *Le Journal du Dimanche*, réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 30 avril au 3 mai 2013 auprès d'un échantillon représentatif de 1 008 personnes.
21. In *Le point de rupture*, avec Jérôme Fourquet, Fondation Jean-Jaurès, août 2011.

matière d'exercice du pouvoir aux plus hautes fonctions de l'Etat, et une forme de proximité très appréciée : « C'est elle qui va faire passer l'extrême droite à la droite, elle fait moins peur », « On peut s'identifier à elle » nous déclaraient ces électeurs de droite. Puis, rapidement, plus l'élection présidentielle de 2012 approche, plus son image se construit de façon positive auprès de ces électeurs, révélant une équation personnelle finalement assez similaire à celle du Nicolas Sarkozy de 2007, qui les avait tant séduits. A peu de chose près, la candidate du FN se voit créditée des mêmes qualités associées au candidat de l'UMP en 2007 : proximité d'un candidat qui posait les bons diagnostics, parlait en des termes simples, faciles à comprendre, dont les discours limpides promettaient une forte cohérence dans la politique à mettre en place, et qui faisait preuve d'un volontarisme à tous crins. Le volontarisme et le dynamisme de Nicolas Sarkozy particulièrement valorisés en 2007 répondaient, en filigrane, à des attentes extrêmement fortes de toute une partie de l'électorat de droite, parce qu'ils véhiculaient des notions à la fois de courage, d'espoir et de protection. Cinq ans plus tard, la

nécessité d'un espoir et les besoins de protection se trouvent amplifiés par le contexte de crise… et Marine Le Pen est celle (voire la seule) qui, pour toute une partie des proches de la droite, incarne ce volontarisme attendu comme l'illustre par exemple le *verbatim* suivant : « Elle a son franc-parler, elle ne se laissera pas faire, très sûre d'elle, elle a le tempérament de Sarkozy. » C'est cela qui explique en partie l'attention portée à la fille de Jean-Marie Le Pen, que beaucoup se mettent à appeler par son prénom, comme si elle représentait une force politique en soi, distincte du Front national. Ce qui plaît surtout dans le changement de style et de ton qu'elle amorce par rapport à son père, c'est l'image d'une France proche et forte qu'elle renvoie, une France respectée dans le monde. Cela implique que, à l'inverse de son père, elle n'est pas uniquement dans la contestation et la provocation mais a des solutions à proposer qu'elle souhaite mettre en application.

Cette forme de parallélisme en termes de personnalité et de positionnement, de même que les incursions de Nicolas Sarkozy et de Marine Le Pen dans le camp adverse, que ce

soit sur les thématiques chères au FN (sécurité et immigration) pour le premier ou sur le terrain économique pour la seconde, participent de ce « match retour » qui s'est joué au moment de l'élection présidentielle de 2012. Les signes de porosité et les mouvements de circulation observés à partir de ce moment pourraient laisser croire qu'une homogénéisation des deux électorats a eu lieu. Pour autant, tout comme Marine Le Pen transcende le parti qu'elle préside, Nicolas Sarkozy occupe une place particulière à droite et il n'est pas impossible que leur très forte personnalité agisse comme un miroir déformant. En effet, si les deux électorats se rapprochent, ils demeurent encore distincts sur de nombreux points.

Malgré une frontière poreuse, des différences subsistent entre les deux électorats

Par-delà le ressenti subjectif alimenté notamment par le discours des responsables politiques, il convient à présent d'observer les résultats des enquêtes d'opinion pour tenter de mieux comprendre les mouvements enregistrés parmi

les deux électorats UMP et FN sur certaines thématiques. La période couverte par cette analyse court de 2006 à 2013 de façon à bien prendre en compte les évolutions intervenues depuis la campagne présidentielle de 2007, qui, comme on l'a vu, a constitué le point de départ de cette séquence très particulière.

L'évolution du degré d'adhésion à différentes propositions

UMP	Avril 2006[22]	Sept. 2010[23]	Nov. 2012[24]	Mai-juillet 2013[25]	Evolutions
Il y a trop d'assistanat et beaucoup de gens abusent des aides sociales.		95/68	96/60		stable
Il faut que l'Etat donne plus de liberté aux entreprises.	82/47		90/44	93/50	+ 11/+ 3
Il y a trop d'immigrés en France.	62/28	81/38	84/43	87/49	+ 25/+ 21
On ne se sent en sécurité nulle part.	38/15	55/14	66/20	73/28	+ 35/+ 13
Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment.	71/27	75/24	69/18	72/22	+ 1/- 5
Il est normal que les couples homosexuels puissent se marier et adopter des enfants.		36/11	29/8	28/10	- 8/- 1

Front national	Avril 2006[22]	Sept. 2010[23]	Nov. 2012[24]	Mai-juillet 2013[25]	Evolutions
Il y a trop d'assistanat et beaucoup de gens abusent des aides sociales.		94/75	94/75		stable
Il faut que l'Etat donne plus de liberté aux entreprises.	72/36		77/33	81/37	+ 9/+ 1
Il y a trop d'immigrés en France.	86/57	97/83	97/83	96/81	+ 10/+ 24
On ne se sent en sécurité nulle part.	54/36	77/38	88/45	89/54	+ 35/+ 18
Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment.	72/36	75/40	70/31	68/28	- 4/- 8
Il est normal que les couples homosexuels puissent se marier et adopter des enfants.		35/16	35/12	31/13	- 4/- 3

Note de lecture : le premier chiffre indiqué dans chaque case correspond au pourcentage cumulé de réponses « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord » (ce qu'on appelle le « total d'accord ») et le second chiffre correspond uniquement au score des réponses « tout à fait d'accord ».

22. Sondage Ifop pour le CEVIPOF et le ministère de l'Intérieur réalisé par téléphone du 30 mars au 3 avril 2006 auprès d'un échantillon de 5 650 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
23. Sondage Ifop pour la Fondation pour l'innovation politique réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 22 au 28 septembre 2010 auprès d'un échantillon de 2 000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
24. Sondage Ifop pour *Le Journal du Dimanche* réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 6 au 8 novembre 2012 auprès d'un échantillon de 2 023 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
25. Sondage Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 16 au 29 mai 2013 auprès d'un échantillon de 1 003 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Comme on peut le voir à la lecture de ces deux tableaux synoptiques, les résultats enregistrés sur cette période 2006-2013 témoignent d'un phénomène de droitisation qui concerne les électorats des deux partis[26]. A l'UMP, en sept ans, les thématiques migratoires et sécuritaires ont connu une progression continue et abouti à un phénomène de crispation important. Alors qu'en avril 2006, 62 % des sympathisants UMP approuvaient l'idée selon laquelle « il y a trop d'immigrés en France », ils sont 87 % à le penser aujourd'hui, soit une progression de 25 points. De même, quand 38 % des sympathisants UMP reconnaissaient ne se sentir en sécurité nulle part en 2006, ils sont aujourd'hui 73 % à partager cet avis (soit une progression de 35 points). Si la théorie d'une droitisation en marche de l'électorat UMP semble ainsi validée, il se trouve que les mêmes

26. Et plus globalement l'ensemble de la société française, comme l'a montré l'étude « Enquête sur la droitisation des opinions publiques européennes » réalisée par l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès (2013). La proportion de Français adhérant à l'idée selon laquelle « il y a trop d'immigrés dans notre pays » est passée de 53 % en avril 2006 à 66 % en mai 2013 et de 40 % à 56 % sur l'item « on ne se sent en sécurité nulle part ». Ce durcissement a également concerné, mais dans une moindre mesure, l'électorat socialiste : + 8 points (de 39 à 47 %) sur « il y a trop d'immigrés dans notre pays » et + 10 points sur la dimension « on ne se sent en sécurité nulle part ».

mouvements s'observent dans l'électorat frontiste. La dédiabolisation apparente du FN (partiellement liée à l'image de son leader) ne doit en effet pas masquer un processus de radicalisation parmi les sympathisants de ce parti. La dénonciation de l'immigration, marqueur historique de l'électorat frontiste, constituait déjà une préoccupation très importante en 2006 (86 % pensaient qu'il y avait trop d'immigrés en France). Or elle a continué de progresser pour atteindre sept ans plus tard 96 % (soit une progression de 10 points). L'écart est encore plus frappant sur la sécurité, avec une progression de 35 points entre avril 2006 et mai 2013 (de 54 à 89 %).

Ainsi, les courbes progressent… mais ne se rejoignent pas. Si les thèmes traditionnels du Front national imprègnent de plus en plus l'électorat UMP, les sympathisants des deux partis ne parlent pas la même langue (du moins pour le moment). Alors que les discours droitiers de Nicolas Sarkozy, accentués entre 2007 et 2012 (création d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, débat sur l'identité nationale, sur l'islamisation de la société

française, discours de Grenoble, place centrale accordée à la notion de frontières durant la campagne de 2012), mais également certaines réactions médiatiques plus récentes (comme l'affaire du « pain au chocolat » de Jean-François Copé) pouvaient laisser supposer un rapprochement idéologique (proche de l'homogénéisation) entre l'UMP et le FN, les résultats de nos études montrent que des différences significatives persistent. Sur l'immigration, l'écart entre les deux partis se réduit au global (24 points en 2006 contre seulement 9 points en 2013) mais reste élevé sur le « tout à fait d'accord » (32 points d'écart). Sur la sécurité également, le différentiel demeure significatif au global (16 points en 2013) et plus important encore sur le « tout à fait d'accord » (26 points). Les chiffres révèlent des sympathisants UMP de 2013 nettement plus à droite qu'ils ne l'étaient en 2006, mais néanmoins plus modérés que ceux du FN sur les thèmes chers à l'extrême droite. Tout se passe comme si, sur cette période couvrant le quinquennat de Nicolas Sarkozy, les deux électorats avaient glissé parallèlement sur leur droite. Ce « dextrisme » n'aboutit donc pas à une homogénéisation complète de l'idéologie de ces

deux sensibilités, mais au déplacement vers la droite de leurs centres de gravité respectifs.

Ecart entre l'électorat UMP et l'électorat FN sur différentes opinions

	« Total d'accord »		« Tout à fait d'accord »	
	Avril 2006	Mai-juillet 2013	Avril 2006	Mai-juillet 2013
Il faut que l'Etat donne plus de liberté aux entreprises.	+ 10 points	+ 12 points	+ 11 points	+13 points
Il y a trop d'immigrés en France.	- 24 points	- 9 points	- 29 points	- 32 points
On ne se sent en sécurité nulle part.	- 16 points	- 16 points	- 21 points	- 26 points
Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment.	- 1 point	+ 4 points	- 9 points	- 6 points

Note de lecture : en avril 2006, le « total d'accord » (« tout à fait d'accord » + « plutôt d'accord ») sur l'item « il faut que l'Etat donne plus de liberté aux entreprises » était de 10 points supérieur dans l'électorat UMP à ce qu'il était dans l'électorat FN.

Sur les problématiques économiques et sociales, certaines différences persistent également, notamment sur la liberté que l'Etat doit laisser aux entreprises avec, sans surprise,

une adhésion plus forte des sympathisants UMP à un certain libéralisme économique, comme on peut le voir sur le tableau ci-dessus. Sur la question du chômage, un écart apparaît également. Près des trois quarts des proches de l'UMP pensent que les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment, score relativement stable depuis sept ans. Les électeurs frontistes, de leur côté, reculent légèrement sur cette thématique. Alors qu'ils étaient 72 % à partager ce point de vue en 2006, ils ne sont plus que 68 % aujourd'hui, soit une baisse de 4 points et un écart de 4 points avec les sympathisants UMP. Une des explications est sans doute à chercher du côté de la sociologie des deux électorats, les catégories populaires fragilisées sur le terrain de l'emploi étant davantage représentées parmi les électeurs FN qu'à l'UMP[27]. Déjà quand en février 2012 le candidat Nicolas Sarkozy proposait de durcir les obligations faites aux chômeurs en créant « un nouveau système dans lequel l'indemnisation ne serait pas

27. Dans une enquête Ifop réalisée par Internet du 20 décembre 2012 au 4 janvier 2013 pour la Fondation Jean-Jaurès auprès d'un échantillon national représentatif de 2 001 personnes, 49 % des sympathisants du FN déclaraient appartenir au groupe des défavorisés ou aux catégories modestes, contre seulement 23 % pour les sympathisants UMP.

une allocation que l'on touche passivement, mais la rémunération que le service public de l'emploi verserait à chaque demandeur d'emploi en contrepartie de la formation qu'il devra suivre et à l'issue de laquelle il sera tenu d'accepter la première offre d'emploi correspondant au métier pour lequel il aura été nouvellement formé », les études qualitatives montraient une opposition forte des catégories populaires tentées par un vote en direction de Marine Le Pen. Bien que soutenant haut et fort l'idée d'une « France des droits et des devoirs », ces électeurs rejetaient ces mesures, essentiellement par crainte d'être personnellement concernés. En revanche, et comme on l'a vu précédemment, si ces sujets sont abordés différemment et de façon plus large – dès qu'il s'agit, par exemple, de mesurer l'adhésion à l'idée selon laquelle « il y a trop d'assistanat en France et beaucoup de gens qui abusent des aides sociales » –, les sympathisants des deux camps se rejoignent avec un niveau d'adhésion très élevé et relativement proche (96 % en novembre 2012 pour l'UMP contre 94 % pour le FN). La seule différence réside dans le fait que les sympathisants FN l'expriment avec plus d'intensité

(75 % adhèrent « tout à fait » à cette opinion contre 60 % des sympathisants UMP).

Un cumul de cinq enquêtes récentes (réalisées entre mai et juillet 2013) portant sur un total de 5 000 interviews, dont plus de 900 sympathisants UMP, nous a permis d'affiner cette analyse segment par segment et d'en tirer des enseignements complémentaires sur la porosité entre les deux électorats. On constate que, si les catégories les plus aisées (CSP+ : cadres supérieurs, professions libérales) UMP campent sur des positions moins droitières que leurs homologues appartenant aux milieux populaires (employés et ouvriers), elles penchent tout de même nettement à droite (en témoigne le différentiel de 15 à 20 points sur les différents items entre l'ensemble des CSP+ et les CSP+ UMP). Ce positionnement d'un groupe social généralement assez modéré sur ces questions est un symptôme supplémentaire du mouvement de droitisation de cet électorat.

L'adhésion à différentes opinions selon les catégories socioprofessionnelles (mai-juillet 2013)

	Ensemble des Français CSP+	Sympathisants UMP CSP+	Ensemble des Français milieux populaires	Sympathisants UMP milieux populaires	Sympathisants FN
Il y a trop d'immigrés en France.	52 %	72 %	77 %	93 %	96 %
On ne se sent en sécurité nulle part.	39 %	57 %	74 %	79 %	89 %
Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment.	48 %	63 %	56 %	73 %	68 %

On observe par ailleurs que c'est dans la frange populaire de l'électorat UMP que la proximité avec le FN est la plus forte, qu'il s'agisse de sécurité, d'immigration ou d'assistanat. On a déjà constaté plus haut que c'était la composante la plus modeste de l'électorat de droite qui était la plus

favorable à des alliances électorales avec le FN. Ces données confirment bien que la porosité est maximale dans ce segment de l'électorat. Patrick Buisson ne s'y est d'ailleurs pas trompé : « C'est à cette France du travail et de la relégation, sous-consommatrice de prestations sociales, que la droite doit s'adresser en priorité. […] L'homogénéité croissante des électorats cibles, notamment dans la "France périphérique", fait que l'UMP et le FN sont plus que jamais en situation de concurrence[28] ».

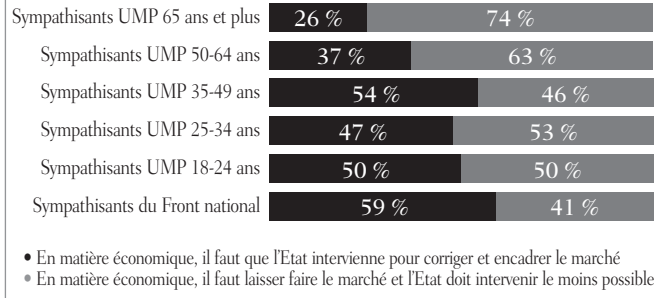
Cette frange populaire de l'électorat UMP est également très proche de celui du FN sur la question de l'interventionnisme économique de l'Etat. Ainsi, 54 % des sympathisants UMP appartenant aux milieux populaires et quasiment la même proportion des soutiens du FN – 59 % – sont favorables à ce qu'« en matière économique, l'Etat intervienne pour corriger et encadrer le marché ». Les catégories les plus aisées proches de l'UMP, quant à elles, sont bien davantage acquises au libéralisme économique. Seules

28. « Sarkozy s'imposera comme l'unique recours », interview de Patrick Buisson dans *Le Monde* du 8 juin 2013.

33 % d'entre elles sont adeptes d'une intervention de l'Etat dans le domaine économique (soit 21 points de moins que dans la composante populaire de l'électorat UMP).

Autre segment de l'électorat UMP, les jeunes partagent aussi une assez forte proximité idéologique avec le FN sur cette question, comme on peut le voir sur le graphique suivant.

Le jugement sur l'interventionnisme de l'Etat en économie - Mai/juillet 2013



A l'UMP, les moins de 35 ans, mais aussi les catégories actives (35-49 ans), réclament en effet une intervention de l'Etat dans des proportions assez similaires à l'électorat du

FN afin d'encadrer et de corriger le marché, alors que leurs aînés restent très majoritairement fidèles à une conception classiquement plus libérale du rôle de l'Etat dans l'économie. Alors que l'analyse par sous-catégories ne permet pas de faire apparaître une porosité idéologique plus forte des jeunes générations de sympathisants UMP avec le FN sur les questions de sécurité et d'immigration, l'adhésion plus fréquente des tranches d'âge actives et jeunes de cet électorat à des alliances locales avec le FN (évoquée dans notre première partie) pourrait en partie s'expliquer par cette convergence de point de vue en matière d'intervention de l'Etat.

Une autre façon d'appréhender le durcissement de l'électorat UMP peut consister à comparer ses positions avec celles d'autres grands partis conservateurs européens. Les chiffres présentés ci-dessous, issus d'une récente enquête internationale de l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès[29],

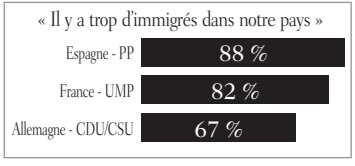
29. Enquête réalisée par Internet du 16 au 29 mai 2013 auprès d'échantillons nationaux représentatifs de 1 003 personnes en France, 1 001 personnes en Allemagne et 505 personnes en Espagne ; *cf.* Jérôme Fourquet, *Enquête sur la droitisation des opinions publiques européennes*, Note de la Fondation Jean-Jaurès, 4 juin 2013.

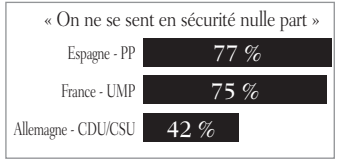
semblent indiquer que les sympathisants UMP campent sur des positions que l'on peut retrouver ailleurs en Europe. Ainsi, s'ils apparaissent comme nettement plus durs que leurs homologues de la CDU/CSU sur le sentiment d'insécurité (75 % en France contre 42 % seulement en Allemagne) ou la présence immigrée (82 % contre 67 %), les niveaux mesurés sur ces deux items sont très proches de ceux enregistrés auprès des sympathisants du Partido Popular (PP) en Espagne (qui, il est vrai, compte dans ses rangs des nostalgiques du franquisme et tous les électeurs les plus droitiers, l'Espagne n'ayant pas vu émerger de mouvement comparable au FN).

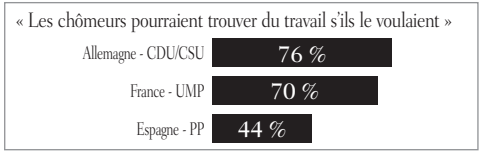
A l'inverse, contexte économique et social oblige, les proches du PP n'adhèrent que très modérément (44 %) à l'idée selon laquelle « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment » quand cette forme de dénonciation de l'assistanat est beaucoup plus répandue parmi l'électorat chrétien-démocrate allemand et UMP. Au total, les sympathisants UMP ne se différencient donc pas spectaculairement des autres électorats conservateurs

européens, même s'ils sont sur des positions dures à la fois sur le tandem insécurité/immigration et sur l'assistanat.

L'adhésion des électeurs de la droite européenne à différentes opinions







Par-delà les différences de niveaux de réponses ou d'adhésion à certains items, l'analyse de la hiérarchie des problèmes jugés les plus importants par les sympathisants de l'UMP et du FN montre également qu'il existe encore aujourd'hui des logiciels de pensée distincts entre les deux électorats.

Les thèmes prioritaires pour les prochains mois (avril 2013)[30]

Question : *pour les mois qui viennent, pour chacun des thèmes suivants, diriez-vous qu'il est tout à fait prioritaire, important ou secondaire ?*
Pourcentage de réponses « tout à fait prioritaire »

	Ensemble des Français	Symp. de l'UMP	Symp. du FN	Ecart UMP/FN
La lutte contre le chômage	79 %	71 %	67 %	+ 4 points
La santé	58 %	50 %	61 %	- 11 points
La lutte contre la délinquance	54 %	67 %	74 %	- 7 points
L'éducation	53 %	48 %	51 %	- 3 points
La lutte contre la précarité	52 %	34 %	42 %	- 8 points
Le relèvement des salaires et du pouvoir d'achat	51 %	39 %	62 %	- 23 points
La réduction de la dette publique	48 %	63 %	47 %	+ 16 points
La maîtrise du niveau des impôts	43 %	51 %	50 %	+ 1 point
La lutte contre l'immigration clandestine	43 %	60 %	73 %	- 13 points
L'amélioration de la situation des banlieues	33 %	35 %	35 %	=
La sauvegarde des services publics	30 %	17 %	28 %	- 11 points
La protection de l'environnement	29 %	19 %	31 %	- 12 points

30. Sondage Ifop pour *Dimanche Ouest-France*, réalisé par Internet du 3 au 6 avril 2013 auprès d'un échantillon représentatif de 1 505 personnes.

Si la sécurité et l'immigration font bien partie des quatre thèmes prioritaires pour les deux électorats, la position que ces deux thématiques occupent dans la hiérarchie des préoccupations ainsi que le poids qui leur est accordé diffèrent encore sensiblement d'un électorat à l'autre. Les sympathisants FN les placent très nettement en première et deuxième position, à un niveau quasiment *ex aequo*, devant la lutte contre le chômage, sujet en tête dans tous les autres électorats. Cela démontre bien la forte spécificité de cet électorat et son extrême polarisation sur ces deux thématiques. La lutte contre la délinquance arrive ainsi en tête au FN avec 74 % (7 points de plus que parmi les sympathisants UMP), suivie de très près par la lutte contre l'immigration clandestine (73 %, 13 points d'écart avec l'électorat UMP). De leur côté, les sympathisants UMP rappellent l'importance des grandes variables macroéconomiques, la lutte contre le chômage constituant la priorité des priorités (71 %), rapidement suivie par la réduction de la dette publique, qui arrive en troisième position avec 63 % alors qu'elle se trouve reléguée en huitième position parmi l'électorat frontiste (47 %, soit 16 points

d'écart). Si les sympathisants UMP peuvent se montrer sensibles aux discours de leurs leaders sur les thématiques sécuritaires et migratoires, leurs attentes prioritaires portent cependant encore largement sur le terrain macroéconomique contrairement à leurs homologues du FN.

Enfin, un dernier item retient l'attention et confirme ce que nous évoquions précédemment, à savoir l'importance des catégories populaires dans les phénomènes de concurrence observés entre ces partis et/ou de convergence entre les deux électorats. Le relèvement des salaires et du pouvoir d'achat arrive ainsi en quatrième position parmi les sympathisants FN, quand il ne figure qu'au huitième rang des priorités à l'UMP, avec 23 points d'écart (62 % au FN contre 39 % parmi les sympathisants UMP).

D'autres enquêtes ont fait ressortir des différences, voire de véritables oppositions en matière économique entre ces deux électorats. La question de la sortie de l'euro est celle qui vient spontanément à l'esprit. En septembre dernier, quand seulement 20 % des sympathisants de l'UMP étaient favo-

rables à cette option défendue et portée par Marine Le Pen, la proportion inverse des sympathisants du FN – 78 % – y adhérait[31]. Ce clivage massif renvoie certes d'abord au rapport à l'Europe qu'entretiennent les deux électorats. Mais force est de constater que, sur ce sujet d'importance pour l'avenir, nous n'enregistrons pas de mouvement de rapprochement. Ce clivage renseigne également, de manière plus générale, sur des positionnements concernant la question des réformes et la réduction des déficits eux aussi bien distincts. Or le débat politique va continuer à se structurer autour de ces enjeux dans les prochaines années. Ainsi, sur la question de la réforme des retraites, l'adhésion à l'allongement de la durée de cotisation au-delà de 41,5 annuités, déjà prévu pour 2020, atteint 60 % dans les rangs de l'UMP, mais seulement 31 % parmi les sympathisants du FN[32]. Ces derniers, à l'inverse, approuvaient largement (à 61 %) la création de 60 000 postes dans l'Education nationale quand cette mesure était rejetée par 72 % des proches de l'UMP[33].

31. Sondage Ifop pour le groupe UMP à l'Assemblée nationale réalisé par Internet du 14 au 18 septembre 2012 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 013 personnes.
32. Sondage Ifop pour *Dimanche Ouest-France* réalisé par Internet les 31 mai et 1er juin 2013 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 017 personnes.
33. Sondage Ifop pour le groupe UMP à l'Assemblée nationale cité.

Enfin, en janvier dernier, concernant la mise en place d'un dispositif de remplacement après l'invalidation du projet de taxe à 75 % sur les gros salaires, on notait de la même façon un différentiel de 30 points entre les réponses des sympathisants FN, favorables à 44 %, et celles des proches de l'UMP, quasiment unanimement hostiles (14 % favorables et 86 % opposés)[34].

Au terme de ce tour d'horizon, on constate donc qu'en dépit d'un phénomène incontestable de droitisation de l'UMP ces dernières années, des divergences continuent d'exister entre les deux électorats. S'ils partagent un certain nombre de préoccupations, la hiérarchie de leurs attentes et de leurs priorités demeure en partie différente. Parallèlement, le rapport qu'entretiennent les sympathisants frontistes avec Nicolas Sarkozy constitue un autre obstacle à une fusion des deux électorats. On a vu dans notre première partie en quoi Nicolas Sarkozy et, plus globalement, le sarkozysme continuaient de structurer et

34. Sondage Ifop pour *Dimanche Ouest-France* réalisé par Internet du 29 au 31 janvier 2013 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 005 personnes.

de dominer le champ politique à l'UMP. On peut prévoir, sans être devin, que cette influence et cette emprise ne faibliront pas dans les prochains mois ou années. Or, la relation entre l'ancien ministre de l'Intérieur, puis le président de la République, et l'électorat frontiste s'est mal terminée. Aujourd'hui, 42 % des sympathisants FN ont une mauvaise opinion de lui[35]. Après avoir été un temps séduits, ils ont eu le sentiment d'avoir été trompés, d'où une rancune tenace et une profonde méfiance. Il convient à présent de revenir sur les causes de ce passif car il continue de peser.

35. Tableau de bord politique Ifop/*Paris Match*, juillet 2013.

Un électorat frontiste durablement échaudé par l'expérience sarkozyste

L'OPA de Nicolas Sarkozy sur l'électorat FN en 2007

Selon les cumuls d'enquêtes de l'Ifop au premier tour de l'élection présidentielle de 2007, 38 % des électeurs lepénistes de 2002 ont voté pour Nicolas Sarkozy, contre 53 % pour Jean-Marie Le Pen. Il s'agit d'un des enseignements majeurs de cette élection. Le FN était pourtant enraciné depuis plus de vingt ans, avait su surmonter la scission avec le Mouvement national républicain en se qualifiant pour le second tour en 2002 et son électorat était resté depuis lors fortement mobilisé – en témoignent les régionales de 2004 et le référendum de 2005 où le FN a constitué une part importante des bataillons du « non ». Or il subit en 2007 un sévère effondrement.

Si certains au FN ont fait porter à Marine Le Pen et à sa stratégie de « banalisation » la responsabilité de cet échec,

les vraies causes résident principalement, selon nous, dans le changement d'attitude de la droite à l'égard du FN. Après avoir essayé un temps, à la fin des années 1980, de séduire cet électorat – on se souvient du duo Charles Pasqua/Robert Pandraud et des propos de Jacques Chirac sur « le bruit et l'odeur » –, la droite, Jacques Chirac en tête, avait objectivement renoncé à le reconquérir. Or on assista à un revirement total avec Nicolas Sarkozy qui, dès 2002, décida de s'adresser à la « droite décomplexée » et d'aller rechercher les voix du FN. La stratégie retenue (et qui fut appliquée méthodiquement durant cinq ans) visa à réinvestir certaines thématiques tout en s'opposant directement au président du FN lors de débats ou, de manière plus indirecte, en se façonnant une image à l'opposé de la sienne. Cela fut parfaitement visible lors de l'émission « 100 Minutes pour convaincre » en novembre 2003. Nicolas Sarkozy bouscula Jean-Marie Le Pen et s'ingénia à le cantonner dans la posture d'un vieux leader, tenant certes des diatribes radicales, mais sans prise sur la réalité alors que lui agissait énergiquement et au quotidien en tant que ministre de l'Intérieur. Cette stratégie était des plus

habiles dans la mesure où elle jouait sur le fort niveau d'« exaspération » de l'électorat frontiste, sur sa soif d'action et de rupture tout comme sur les doutes qui, depuis le second tour de 2002, planaient quant à la capacité de Jean-Marie Le Pen à accéder un jour au pouvoir et à appliquer son programme. Face à cela, Nicolas Sarkozy mettait en avant son style fondé sur l'action avec, au cœur du dispositif, son activisme débordant en matière de sécurité. Et, alors que le FN critiquait son « bilan en trompe l'œil », on entendit très tôt dans les enquêtes qualitatives des électeurs lepénistes déclarer : « Au moins, il essaie d'apporter des réponses et s'il ne peut pas aller au bout, c'est que Villepin et Chirac l'en empêchent ».

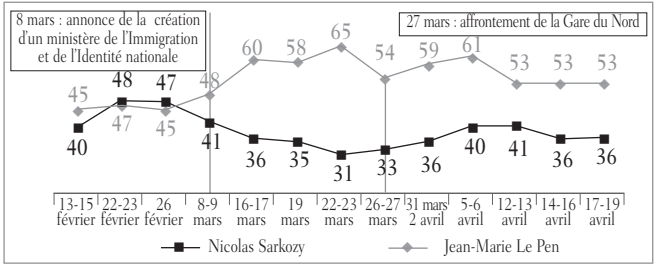
Les sondages d'intentions de vote préélectoraux indiquèrent d'ailleurs rapidement qu'une part importante de l'électorat lepéniste de 2002 était tentée par un vote Sarkozy en 2007, et ce segment électoral fut surveillé comme le lait sur le feu par l'état-major de l'UMP durant toute la campagne. Sur la période allant de la mi-février 2007 au premier tour, l'intention de vote en faveur de

Nicolas Sarkzoy parmi les électeurs lepénistes de 2002 a oscillé entre 30 et 50 % pour s'établir à 38 % au moment du scrutin, soit environ 6 % de l'ensemble du corps électoral, soit précisément ce qui a manqué au FN pour rééditer son score de 2002…

Il est intéressant de constater que l'annonce par Nicolas Sarkozy du projet de création d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, qui fut très décriée et qui était censée séduire l'électorat du FN, ne fut pas suivie par une hausse des intentions de vote en faveur du candidat UMP de la part de cette catégorie, bien au contraire. Tout se passait comme si, selon la formule consacrée, « les électeurs préféraient l'original à la copie » puisque ce furent les intentions de vote en faveur de Jean-Marie Le Pen qui progressèrent alors sensiblement parmi cet électorat. La tendance s'inversa ensuite à l'occasion des affrontements de la gare du Nord[36], qui bénéficièrent cette fois à l'ex-ministre de l'Intérieur.

36. A la suite d'un contrôle de billets, la situation dégénéra et de violents affrontements opposèrent des jeunes à la police pendant six heures.

Evolution des intentions de vote des électeurs lepénistes de 2002 pour la présidentielle de 2007



Cela démontre que, parallèlement à son volontarisme et son énergie, répondant à l'exaspération de l'électorat frontiste face à « l'impuissance publique », les positions prises par Nicolas Sarkozy et son action dans le domaine de la lutte contre la délinquance ont constitué un des principaux leviers de ralliement d'une partie de l'électorat lepéniste de 2002. Interrogés par les enquêteurs de l'Ifop à la veille du scrutin, ces électeurs déclaraient ainsi : « Il parle de sécurité, c'est surtout cela qui est primordial pour une personne âgée comme moi » (retraité de 75 ans) ; « J'ai envie de voter pour lui car il va être plus ferme sur la sécurité » (ouvrière de 40 ans) ; « Il ne veut pas laisser en liberté les

multirécidivistes » (retraitée de 70 ans) ; ou bien encore : « Par rapport à la sécurité en France, je me dis qu'avec lui ça va peut-être bouger » (femme inactive de 26 ans). Les études quantitatives confirmaient d'ailleurs le fort crédit accordé à Nicolas Sarkozy par les électeurs lepénistes de 2002 en matière de lutte contre l'insécurité – il arrivait même devant le candidat d'extrême droite.

Le candidat le plus à même de garantir la sécurité des personnes et des biens (mars 2007)[37]

	Nicolas Sarkozy	Ségolène Royal	François Bayrou	Jean-Marie Le Pen	Un autre candidat
Ensemble des Français	43 %	15 %	14 %	8 %	20 %
Electeurs de Jean-Marie Le Pen en 2002	48 %	1 %	4 %	33 %	14 %
Sympathisants du FN	26 %	4 %	3 %	54 %	13 %

Signe de la forte attraction exercée par Nicolas Sarkozy dans cet électorat, un mois avant le premier tour de l'élection présidentielle de 2007, un quart des sympathisants

37. Sondage Ifop pour *Le Journal du Dimanche*, réalisé par téléphone les 29 et 30 mars 2007 auprès d'un échantillon représentatif de 958 personnes.

FN déclarés (catégorie qui constitue le noyau dur idéologique de l'extrême droite) et près de la moitié des électeurs lepénistes de 2002 plaçaient le ministre de l'Intérieur devant Jean-Marie Le Pen sur ce thème sécuritaire pourtant central dans le discours frontiste. Le rapt électoral ainsi minutieusement préparé allait alors pouvoir s'opérer sur une bonne partie de cet électorat lors de l'élection présidentielle.

Une désillusion très rapide…

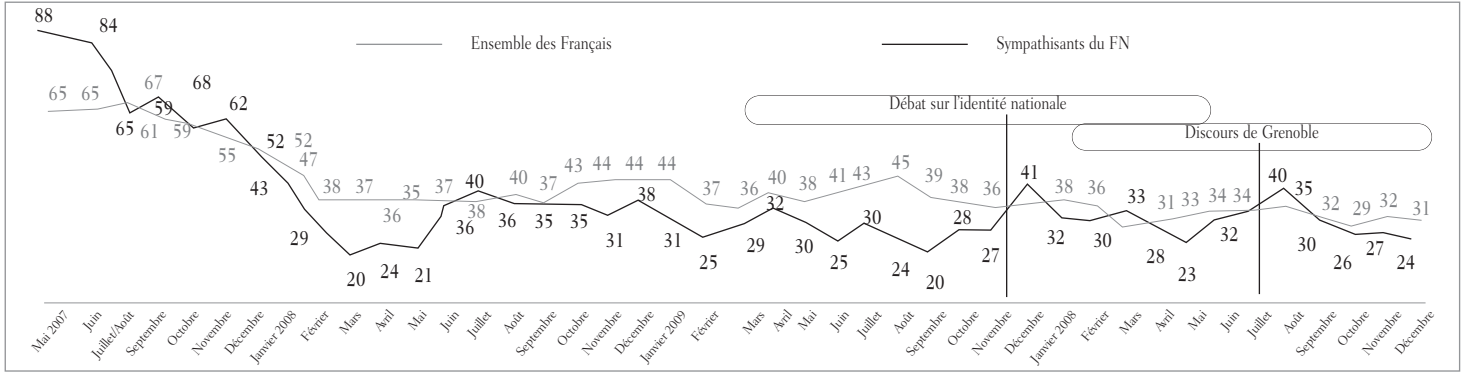
Cependant, confronté à l'exercice du pouvoir et à la difficulté d'appliquer ses promesses électorales, Nicolas Sarkozy fut rapidement victime du mécontentement puis du rejet de cet électorat frontiste qui avait pourtant largement voté pour lui au premier ou au second tour de 2007. Sa perte de crédibilité fut très rapide sur le sujet de l'insécurité qui, on l'a vu, avait joué un rôle central dans cette OPA. Ainsi, la confiance des sympathisants FN dans le gouvernement en ce qui concerne la lutte contre l'insécurité passa de 88 % en août 2007 à 31 % en août 2008[38], soit

38. Baromètre Ifop/*Dimanche Ouest-France* sur l'état d'esprit et le moral des Français, réalisé par téléphone les 23 et 24 août 2007 auprès d'un échantillon représentatif de 1 013 personnes et les 21 et 22 août 2008 auprès d'un échantillon représentatif de 1 006 personnes.

une chute de 57 points en seulement un an. La confiance recula également de 37 points sur la lutte contre le chômage, de 23 points sur l'augmentation du pouvoir d'achat et de 16 points sur la baisse des impôts. Mais c'est bien sur le dossier de la sécurité que le décrochage fut le plus sévère, sujet sur lequel le crédit de Nicolas Sarkozy était initialement et de loin le plus élevé en août 2007 avec, on l'a vu, 88 % de confiance, contre 56 % sur la lutte contre le chômage ou 34 % sur la baisse des impôts, par exemple.

Ainsi que le montre la courbe suivante, la chute fut aussi, voire plus brutale, concernant la cote de popularité du président. Alors qu'il bénéficiait d'un véritable état de grâce dans l'électorat frontiste au début de l'été 2007, avec des niveaux de satisfaction records de 88 % en mai et 84 % en juin (soit près de 20 points de plus que sa cote de popularité dans l'ensemble de la population), cette idylle prit fin très rapidement. Les proches du FN qui avaient placé tant d'espoir en Nicolas Sarkozy se détournèrent de lui en quelques mois.

L'évolution de la cote de popularité de Nicolas Sarkozy dans l'ensemble de la population et dans l'électorat frontiste



Ainsi, dès juillet 2007, alors que sa cote restait stable dans l'ensemble de la population, elle décrocha de 19 points dans l'électorat frontiste, impatienté de ne pas voir de premières traductions concrètes de la fameuse « rupture ». Le second effondrement eut lieu, comme dans l'ensemble de la population, entre novembre 2007 et mars 2008, mais de manière particulièrement violente puisque le président de la République recula de 42 points dans l'électorat FN sur cette période contre « seulement » - 27 points en moyenne. Au final, dès mai 2008, seuls 21 % des sympathisants frontistes se disaient satisfaits contre… 88 % un an auparavant. On mesure bien à la lecture de ces deux chiffres l'ampleur et la rapidité de la déconvenue qu'a subie Nicolas Sarkozy dans cet électorat.

… D'où une stratégie de surenchère qui ne produit pas les effets escomptés

A plusieurs occasions durant la suite de son mandat, Nicolas Sarkozy a essayé de renouer avec ces électeurs en employant la même stratégie que durant la campagne pré-

sidentielle. Mais sa capacité de séduction fut nettement moins probante qu'en 2007. Déjà échaudés, les sympathisants frontistes ne mordirent par exemple que très modérément à l'hameçon du débat sur l'identité nationale. Comme le montre la courbe du graphique précédent, la cote de satisfaction du président de la République progressa bien de 14 points en décembre 2009 (pour atteindre 41 % parmi les électeurs FN) mais cette embellie ne fut que de très courte durée. Sa cote revint à son niveau initial quelques mois après le lancement très controversé de cette initiative. Interrogés à ce sujet, 63 % des proches du FN trouvaient que « ce débat était justifié car il correspondait à un sujet qui intéressait les Français » mais une plus large proportion encore – 72 % – estimaient qu'« il constituait une stratégie pour gagner les élections régionales[39] ». Peu convaincus, une part significative des électeurs frontistes qui avaient choisi de voter Nicolas Sarkozy à la présidentielle rebasculèrent vers le FN dès les régionales de 2010. Comme le montre le tableau suivant, c'est en effet dans les cantons où Jean-

39. Sondage Ifop pour *Le Journal du Dimanche*, réalisé par téléphone les 26 et 27 novembre 2009 auprès d'un échantillon national représentatif de 955 personnes.

Marie Le Pen avait le plus reculé entre 2002 et 2007 (sous l'effet du « siphonage » sarkozyste) que la progression du FN fut la plus forte et que les pertes de l'UMP furent les plus sensibles par rapport à la présidentielle.

L'évolution des scores de l'UMP et du FN entre la présidentielle de 2007 et les régionales de 2010 (analyse au niveau cantonal)

Evolution du score de J.M. Le Pen entre 2002 et 2007	Score de J.-Marie Le Pen au 1er tour de la présidentielle de 2007	Score du Front national au 1er tour des régionales de 2010	Evolution du Front national entre 2007 et 2010	Score de N. Sarkozy au 1er tour de la présidentielle de 2007	Score de de l'UMP au 1er tour des régionales de 2010	Evolution de l'UMP entre 2007 et 2010
Recul de 15 points ou plus	14,2 %	19,6 %	+ 5,4 points	37,9 %	29 %	- 8,9 points
- 15 à - 12 points	13,4 %	16,8 %	+ 3,4 points	33,8 %	26 %	- 7,8 points
- 12 à - 9 points	10,9 %	12,7 %	+ 1,8 point	31,8 %	25,9 %	- 5,9 points
- 9 à - 6 points	9,6 %	9,9 %	+ 0,3 point	30 %	26,8 %	- 3,2 points
- 6 points ou moins	9,5 %	8,9 %	- 0,6 point	28,3 %	25,1 %	- 3,2 points

Sur fond de montée de l'insécurité, Nicolas Sarkozy prononça le fameux discours de Grenoble quelques mois plus tard, le 30 juillet 2010. Là encore, on enregistra un impact immédiat sur sa cote dans l'électorat du FN. Mais l'effet fut plus limité que lors du débat sur l'identité nationale (+ 6 points entre juillet et août 2010) et de très courte durée. En septembre 2010, sa cote dans cet électorat retombait à 30 % (quasiment le niveau de juillet, avant le discours), pour finir autour de 25 % dans les derniers mois de l'année 2010.

Confrontée à des résultats concrets insuffisants et à l'émergence d'une nouvelle figure à la tête du FN, la rhétorique sarkozyenne en matière de sécurité et d'immigration perdit donc de son pouvoir d'attraction et de séduction. Toute nouvelle tentative pour rallumer la flamme eut comme premier effet de renvoyer Nicolas Sarkozy à son bilan insuffisant et à ses promesses non tenues (ce que Marine Le Pen rappela systématiquement). Elle participa aussi, d'une certaine façon, à l'homogénéisation du discours des droites sur ces sujets, facteur qui favorisa la porosité de la base UMP aux idées et aux messages du FN, et notamment de sa composante populaire.

Conclusion

Un certain nombre d'événements récents (victoire de la Droite forte aux élections internes de l'UMP, écho suscité par la Manif pour tous, attente massive d'un retour de Nicolas Sarkozy sur la scène politique, pression de la base UMP en faveur d'alliances avec le FN…) confirme l'existence d'un phénomène de droitisation de l'UMP. Quelle que soit la volonté farouche d'en découdre avec la gauche (dans la mobilisation contre le mariage pour tous) et le rôle des stratégies électorales (pour expliquer le souhait d'alliances dans le cadre des élections locales), ce phénomène dépasse les logiques d'appareil et touche de plein fouet la base des électeurs UMP. Pour autant, ce glissement de l'UMP vers la droite ne signifie pas une fusion des droites. En effet, la position des électeurs FN s'est également considérablement durcie depuis 2006, notamment sur les thématiques chères au FN que sont l'immigration et la sécurité. Plutôt qu'à un phénomène de convergence et d'homogénéisation, c'est bien au déplacement du centre de gravité des deux électorats que l'on assiste. Dans ce

contexte, les tentatives des leaders de l'UMP pour séduire les électeurs frontistes sur leur propre terrain risquent d'avoir pour principal effet de donner encore plus d'audience aux thèses du FN, le match de crédibilité en matière de sécurité et d'immigration entre l'UMP et Marine Le Pen étant vite tranché, surtout depuis les « échecs » de Nicolas Sarkozy en la matière.

Ce sont les questions économiques qui doivent plus que jamais retenir notre attention. Premièrement, elles témoignent des différences qui persistent sur de nombreux points entre l'électorat UMP, encore fortement attaché au libéralisme économique en même temps qu'à la réduction des déficits publics, et celui du FN, majoritairement en attente de l'intervention de l'Etat pour corriger et encadrer le marché. Il en va de même sur les questions européennes, avec de réelles différences de ressenti concernant l'Union européenne et des divergences de point de vue évidentes sur certains scénarios, telle la sortie de la zone euro. Deuxièmement, derrière ces lignes de clivage pourtant très claires, il existe une autre forme de porosité entre

les deux électorats sur tout un pan économique, qu'il s'agisse de la défense du pouvoir d'achat, de la lutte contre l'assistanat ou encore de la demande de protection de la France à l'égard de l'extérieur. Et, sans surprise, la porosité est la plus forte parmi les catégories populaires, qui constituent le principal enjeu des mouvements électoraux entre l'UMP et le FN ; à moins que la gauche ne réussisse à leur proposer un autre discours sur ces thématiques…

COLLECTION DIRIGEE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-063-2

© EDITIONS FONDATION JEAN-JAURES
12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www. jean-jaures.org

Réalisation : REFLETSGRAPHICS
Achevé d'imprimer par l'imprimerie PANOPLY
SEPTEMBRE 2013

LES ESSAIS | 09/2013

Jérôme Fourquet
Marie Gariazzo

FN et UMP : électorats en fusion ?

De l'affirmation d'une ligne « décomplexée » à l'impressionnante mobilisation contre le mariage pour tous, les signes d'un durcissement idéologique de l'UMP sont nombreux. Dans le même temps, le FN s'est lancé, non sans un certain succès, dans une stratégie de dédiabolisation. Peut-on pour autant parler d'un phénomène de « fusion » de ces deux électorats ? Pour répondre à cette question, un retour s'impose sur ce qui s'est joué, de 2007 à 2012, entre l'UMP et le FN : au-delà des stratégies électorales et des discours des leaders, assiste-t-on à une convergence entre les deux électorats ? Les électeurs du FN et ceux de l'UMP ont-ils les mêmes valeurs, les mêmes logiques, le même rapport au monde ?
Un questionnement qui, au-delà de la droite, interroge l'ensemble de la classe politique.

www.jean-jaures.org

9 782362 440632

ISBN : 978-2-36244-063-2
6 €

Jean Jaurès Fondation